

Le 16 juin 2023

PROCES-VERBAL

du Conseil Municipal du 13 avril 2023

de la Ville de Saint-Malo

M. Gilles Lurton :

Vous avez tous reçu le procès-verbal de la séance du 9 février 2023, je n'ai pas reçu d'observation(s) sur ce procès-verbal détaillé et je remercie ceux qui l'ont rédigé. S'il n'y a pas d'observation(s), je vais mettre aux voix ce procès-verbal, il n'y a pas d'opposition(s) ? Pas d'abstention(s) ? le procès-verbal est donc adopté.

Vous avez dans votre dossier le compte rendu des décisions, L 2122-22 du code général des collectivités territoriales, prises en application de la délibération du 10 juillet 2020. Est-ce que ces comptes rendus de décisions appellent quelques observations de votre part ? Il n'y a pas d'observation(s). Je vous en remercie.

Nous allons donc tout de suite passer aux délibérations financières. Avant de donner la parole à Nicolas Belloir, Adjoint aux finances, comme chaque année, nous présentons au conseil municipal à la fois le compte de gestion du receveur municipal, en délibération n°1 et le compte administratif en délibération n°2. Le compte de gestion est bien sûr strictement conforme au compte administratif, sinon il y aurait quelque chose qui n'irait pas. Ce compte administratif présente les résultats de l'exécution du budget de l'exercice 2022 pour le budget principal, mais également pour les 4 budgets annexes : les zones d'aménagement concerté, la régie des zones industrielles, le port et le Palais du Grand Large. Comme nous avons pu le constater à chaque étape budgétaire, l'année 2022 s'est inscrite dans un contexte économique mondial et national très incertain. Au niveau local, ce compte administratif de 2022 est marqué bien sûr par l'organisation de la Route du Rhum, également par le retour à la normale de l'activité des services municipaux après 2 années de crise sanitaire ayant entraîné l'annulation de plusieurs grands événements, je pense au(x) festival(s) traditionnel(s) que nous connaissons à Saint-Malo, mais également au feu d'artifice du 14 juillet. Egalement une forte inflation qui a pesé sur les dépenses de la ville de manière directe, avec un coût des achats qui a augmenté, augmentation générale du coût des travaux et malheureusement nous sommes loin d'être sortis de cette situation d'augmentation du coût des travaux. Cette inflation, elle a été aussi indirecte avec des éléments que nous ne maîtrisons pas à notre niveau. Je pense à la

hausse du point d'indice au 1^{er} juillet 2022, mais également à l'augmentation des taux d'intérêts. Pour autant, les résultats financiers à la clôture de l'exercice 2022, bien qu'en net reculs par rapport à 2021, restent bons grâce à la bonne tenue des recettes de fonctionnement. C'est ce que Nicolas Belloir va nous montrer d'ici quelques instants. En ce qui concerne les investissements, la mise en œuvre de notre programme se poursuit comme vous pourrez le découvrir à travers le document synthétique que l'Adjoint aux finances a préparé avec l'aide de la direction des affaires financières que je remercie. Je vais d'abord donner la parole à Nicolas Belloir pour le compte de gestion du receveur municipal.

- - - - -

- 1 - Compte de gestion du receveur municipal pour l'exercice 2022

M. Belloir rapporte la délibération.

M. Nicolas Belloir :

Merci Monsieur le Maire. Effectivement, cette première délibération est la présentation du compte de gestion qui est le document établi par le comptable public, qui précise les montants concernant la section de fonctionnement et d'investissement, tous budgets confondus. Je ne vais pas m'éterniser sur cette présentation, puisque je vais y revenir dans le compte administratif. Ce qui est important de souligner, c'est que le comptable public constate une concordance des écritures avec le compte administratif et que cela n'appelle de sa part aucune remarque.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

- 2 - Compte administratif 2022

Présidence de M. Crance.

M. Belloir rapporte la délibération.

Présentation Power Point

Sur ce compte administratif, on va utiliser effectivement un support pour mieux digérer les documents que vous avez reçus concernant ce conseil municipal. Je remercie également les services de la direction des finances, sous la responsabilité de Madame Gautier. Ce compte administratif est le résultat financier de la collectivité, au terme d'une année d'exercice, l'année 2022. Cette année 2022, comme le Maire l'a souligné dans son propos introductif est une année encore singulière. Singulière, tout simplement parce que dans le cycle budgétaire concernant la ville de Saint-Malo où on sait que tous les 4 ans on a un événement majeur qui vient modifier la structure budgétaire de la ville de Saint-Malo, il s'agit bien évidemment de l'organisation de la Route du Rhum que nous avons connue en 2022. Et puis, il faut aussi souligner qu'on pensait être sortis des difficultés liées à la crise sanitaire, où l'exercice 2020 et 2021 ont été des exercices particulièrement compliqués en termes de réalisation budgétaire parce qu'un certain nombre de services

n'ont pas fonctionné, que l'activité économique a été malmenée et donc tout cela est venu percuter complètement les budgets 2020-2021. Naturellement, on pensait que 2022 allait connaître un rythme différent. On a eu un début d'année plutôt satisfaisant. Vous verrez tout à l'heure dans le rapport de gestion de la dette, que les signaux sont apparus à partir du moment où on a connu le début du conflit ukrainien avec cette crise économique, cette crise inflationniste, mais que les effets pour la collectivité se sont fait sentir plutôt sur la fin du premier semestre, début du 2^{ème} semestre. Les résultats qui vous sont présentés en 2022 ont donc connu une évolution assez négative liée à cette crise internationale et ses conséquences d'une violence inouïe. C'est à dire que ces conséquences sont beaucoup plus importantes pour la collectivité, de manière générale pour les collectivités, ce n'est pas propre naturellement à la ville de Saint-Malo, mais j'ai souvent tendance à rappeler que cette crise économique a été financièrement plus lourde pour la collectivité de Saint-Malo que les crises sanitaires. D'abord, parce qu'on a été accompagné, des services ont été à l'arrêt, on a pu réaliser quelques économies de fonctionnement, en sachant quand même, je le rappelle qu'en 2020 et en 2021, à chaque fois, la ville de Saint-Malo a perdu 1 million d'euros lié sur chaque exercice à la crise sanitaire. Mais force est de constater que l'exercice 2022 a été plus violent concernant justement ces conséquences et a rendu l'exercice encore plus compliqué pour l'ensemble des directions et des services, parce que nous avons été dans une imprécision permanente et donc c'est un souci supplémentaire pour essayer d'optimiser l'ensemble des services et également la trésorerie de la ville de Saint-Malo. Vous verrez que malgré ce contexte macroéconomique plutôt négatif, on a quand même des résultats qui sont plutôt encourageants pour la ville de Saint-Malo. Alors de manière très synthétique, sur la première diapositive, je voulais vous rappelez la répartition des recettes réelles de fonctionnement. Tout d'abord le fonctionnement et ensuite l'investissement, et c'est bien la différence entre les 2 qui permet justement de dégager l'autofinancement de la collectivité. Sur cette première slide, concernant les recettes réelles de fonctionnement, vous allez découvrir mais ce n'est sans doute pas une surprise pour vous que 46 % de nos recettes sont des recettes de fiscalité directes : ce sont principalement les taxes d'habitation et foncières. Nous avons également pour 13 % des recettes de fonctionnement la fiscalité reversée par Saint-Malo agglomération. La fiscalité indirecte pour 11 %, et puis nous avons les dotations et participations pour 16 % avec le produit des services également à 9 %. Ces dotations, ces participations et ces produits des services, ce sont des postes qui sont intéressants à souligner en 2022, parce que vous avez dû le constater à la lecture de ce rapport sur le compte administratif, on peut considérer qu'on est quand même dans une reprise dite « normale » d'activité des services avec son lot de recettes supplémentaires liées à l'activité que produit la collectivité et son lot également de dépenses supplémentaires puisque le régime d'activité des services n'a pas été perturbé par la crise sanitaire. Donc voilà la structuration des recettes de fonctionnement pour 2022. Si on regarde un petit peu plus près ces recettes réelles de fonctionnement, on constate, tout d'abord, que ces recettes, aujourd'hui, elles sont en évolution de 6,2 % pour les recettes de gestion et si l'on tient compte des produits financiers, produits exceptionnels et des reprises sur provision, on a un total de recettes réelles de fonctionnement qui s'établit à un peu plus de 81 millions d'euros, soit 4,6 % d'augmentation. Quelques informations sur ces différents postes tout d'abord sur les produits des services et du domaine. Vous avez dans ce poste là une évolution de ces recettes à 11,8 %, c'est comme je l'ai dit à l'instant, le retour à un fonctionnement « normal » des services liés à la crise sanitaire ; c'est ce que j'entends par « normal » et c'est ce qui génère principalement cette évolution des recettes. Sur le poste

des impôts et taxes, vous avez là un poste très important puisque si on cumule la fiscalité directe, indirecte, plus Saint-Malo agglomération, cela représente l'essentiel du volume des recettes de fonctionnement de la collectivité, c'est-à-dire 70 % des recettes réelles de fonctionnement. Alors, dans ces recettes fiscales, si on va un petit peu plus dans le détail, on constate que nous avons de la fiscalité directe qui est dynamique, c'est ce qui permet effectivement de préserver notre autofinancement en 2022, c'est qu'on a des recettes fiscales qui sont intéressantes. Sur la fiscalité directe locale, elles sont liées à des décisions qui ne sont pas du ressort de la collectivité, mais qui sont des décisions prises au niveau national dans le cadre du projet de loi de finances, puisque chaque année il y a une actualisation forfaitaire des bases et une variation physique des bases qui sont actées et votées en loi de finances et donc cette évolution en 2022 était assez intéressante puisqu'elle était de 4,37 % pour la collectivité, ce qui a généré une recette supplémentaire d'1 500 000 €. Sur SMA je passe, très vite, tout simplement parce qu'on a une stabilité sur les montants reversés par l' EPCI à la ville de Saint-Malo. En revanche, un petit point d'intérêt sur la fiscalité indirecte, avec là aussi dans ce poste une évolution assez importante de cette fiscalité à hauteur de 17,5 % et ce qui constitue l'essentiel de cette fiscalité indirecte, y compris en volume, ce sont les droits de mutation. Alors, les droits de mutation en 2022 ont connu là aussi une évolution encore plus importante que celle de 2021. On pouvait penser que l'augmentation des taux d'intérêt aurait peut-être ralenti la situation, je vous l'ai dit, c'est plutôt sur le 2^{ème} semestre, il y a un petit peu de décalage, mais force, là aussi, est de constater qu'on a un marché de l'immobilier qui reste très attractif et la presse s'en est fait l'écho ces derniers jours. On a un produit de droits de mutation extrêmement important, le plus important, c'est un niveau record pour la collectivité puisque nous avons une progression de 13 % avec une recette à un peu plus de 5,6 millions d'euros. De la même façon, le produit des jeux du casino a retrouvé, pas tout à fait, sa situation antérieure à son année de référence en 2019, pour autant, une nette reprise de cette recette avec une progression de 77 % en 2022, avec un produit qui s'établit à 1,26 millions d'euros. Voilà ce que je peux dire sur cette partie concernant les impôts et taxes, vous avez le reste du détail dans la délibération. Sur les dotations, subventions et participations, évolution là aussi de ce poste avec une évolution à 5,9 %. Nous avons sur ce poste les dotations de l'État qui ont légèrement progressé sur 2022, je vais y revenir dans une diapo tout à l'heure donc je ne vais pas trop m'y éterniser, mais vous retrouvez dans ce poste là également des participations qui viennent augmenter le produit de ces recettes. Ce sont des participations qui sont liées à la fois à l'organisation de la Route du Rhum avec notamment les participations de l'agglomération reversées à la ville de Saint-Malo. Et puis on a un certain nombre de rattrapages qui ont été opérés, avec des prestations supplémentaires, par exemple, concernant les accueils de loisirs. Nous avons ici le poste action cœur de ville qui a été inscrit en 2022 et puis nous avons aussi eu, au-delà de Saint-Malo agglomération, des partenaires privés qui nous ont accompagné pour l'organisation de cette Route du Rhum et donc c'est l'ensemble de ces recettes que l'on voit aujourd'hui dans ce montant de 13 142 000 € et ce qui explique, en partie, cette évolution. Sur les autres produits de gestion courante, nous avons sur ce poste là une évolution qui est assez intéressante même si en volume, on est sur une recette qui est moins importante à hauteur d'1 million d'euros. Il faut souligner sur ces produits de gestion courante notamment un aspect très intéressant sur lequel on avait des inquiétudes au moment où ça a été mis en place. C'est concernant le camping d'Aleth, dans le cadre de la nouvelle DSP, puisque le camping a ouvert au moment où il y a eu le début de cette crise sanitaire, on a pu constater qu'il n'avait pas été trop malmené pendant cet exercice. C'est le cas en 2022, puisqu'il y a une part fixe qui est versée par le

camping à hauteur de 100 000 euros, plus une part variable sur les résultats. Sur les résultats de l'année N-1, donc là aussi les résultats de part variable du camping de 2022, c'est bien l'activité qu'ils ont eu en 2021 et cette part variable c'est-à-dire la part au-delà du chiffre d'affaires qui est fixé dans le cadre de la délégation de service public, eh bien, on a une part variable au-delà de ces 100 000 euros de + 56 000 euros supplémentaires, ce qui vient évidemment augmenter ces produits de gestion courante. Sur les produits exceptionnels, je dirais très rapidement qu'on a une baisse de 70 %. Évidemment, c'est différent chaque année puisqu'ils portent bien leur nom, ce sont des produits exceptionnels, ce ne sont pas des produits récurrents. L'explication est assez simple de cette diminution des produits exceptionnels, nous avons eu en 2022 moins de cessions d'immobilisation que sur l'année précédente et c'est en partie ce qui explique cette diminution des produits exceptionnels. Et puis la reprise sur provision en 2022 c'est 1 600 000 €, c'est la reprise des provisions sur la Route du Rhum, c'est ce qui explique ce montant. Un petit topo quand même sur les dotations globales de fonctionnement, je vous ai dit qu'elles avaient légèrement augmenté, on est souvent critique quand elles diminuent, donc là il faut constater qu'elles ont augmenté de 2 % en 2022 pour s'établir à 197 000 euros supplémentaires, 88 000 euros pour la dotation forfaitaire et un petit peu plus de 109 000 euros pour la dotation de péréquation. Néanmoins, il faut quand même avoir à l'esprit que ces dotations de l'État, au-delà de la perte d'autonomie financière que nous constatons, on peut remarquer que sur les 10 dernières années, on a quand même un désengagement très important de l'État puisque depuis 10 ans, c'est un petit peu plus de 5 millions d'euros de recettes en moins perçues par la ville de Saint-Malo. C'est quand même à souligner, même si sur l'année 2022, je le redis, nous avons eu une légère reprise de ces recettes. Sur le fonctionnement, après avoir établi cette présentation sur le fonctionnement, vous avez, là, la représentation des dépenses de fonctionnement pour la collectivité, ce sont les charges de personnels, cette richesse humaine, qui constitue le principal poste à hauteur de 55 %. Vous avez ensuite les charges à caractère générales pour 27 % et les autres charges de gestion courante pour 15 %, ce sont l'essentiel des dépenses réelles de fonctionnement.

Si on regarde un petit peu le détail de ces dépenses réelles de fonctionnement : tout d'abord sur les charges de personnel nous avons sur ce poste une évolution de plus de 9,41 % il faut là aussi faire attention, ce n'est pas tout à fait le chiffre que vous avez dans le tableau parce que dans le chiffre d'évolution, on a dissocié les charges hors Route du Rhum, puisqu'évidemment nous avons eu dans le cadre de cet événement, des charges de personnel supplémentaires. Quand je dis une évolution de 9,41 %, c'est l'évolution de la masse, charge de personnel en dehors de la Route du Rhum. Ce que l'on peut constater aujourd'hui, c'est que l'évolution de ce poste est liée à des décisions qui sont prises pour partie au niveau national, concernant notamment la revalorisation du point d'indice au cours de l'année 2022, un certain nombre d'augmentations aussi successives du SMIC et puis il y a aussi des choix qui appartiennent à la collectivité, que nous assumons, qui sont liés évidemment à la mutuelle et la complémentaire santé dans le cadre du règlement sur la durée du travail des 1607 heures. C'est ce qui explique en partie cette évolution. Je tiens quand même à souligner que ces décisions qui nous viennent du National ont évidemment eu un impact fort pour 2022, mais que cet impact n'est pas l'impact sur une année pleine, puisque les décisions qui ont été prises au niveau national ont été prises au cours de l'année. On n'est pas sur une année pleine et l'effet mécanique de ces décisions, on le mesurera l'année prochaine, mais vous voyez bien que ça a eu une évolution assez marquée concernant nos dépenses de fonctionnement. Sur les charges à caractère général, elles ont considérablement augmenté et s'élèvent à plus de 17 millions d'euros,

elles sont en nette progression, hors Route du Rhum. Encore une fois, je le précise hors Route du Rhum. Cette hausse exceptionnelle des charges s'explique évidemment par 2 facteurs qu'on a déjà évoqués, à la fois la reprise d'activité des services sur une année pleine donc là, c'est légitime d'avoir des charges qui retrouvent leur niveau de 2019. Et puis, l'impact de la crise économique avec l'augmentation des dépenses énergétiques et des matières premières. Je voudrais simplement, parce que vous en avez déjà eu connaissance, quand on a présenté le budget primitif en 2023, rappeler que sur le poste des achats, on a connu sur l'année 2022 une progression de plus de 33,9 %, c'est à dire 1,4 millions € d'achats supplémentaires liés uniquement à l'augmentation du coût de l'énergie et des matières premières. Les dépenses d'énergie sur ces 1,4 millions représentent à elles seules plus de 65 % d'évolution de ces dépenses, pour un montant d'1,1 millions. Quand je vous disais tout à l'heure la brutalité de ce que l'on a connu en 2022, c'est cette difficulté qu'on a eu à gérer. Sur les autres produits de gestion courante, nous avons une évolution à hauteur de 11 % sur ces charges de gestion courante. On retrouve dans ce poste là notamment toutes les aides, tout l'accompagnement que l'on apporte aux associations, quelles qu'elles soient et également la subvention versée au CCAS. Sur cette subvention au CCAS, c'est ce qui explique en partie cette évolution, je vous rappelle qu'en 2022, au-delà des aides habituelles que l'on verse, nous avons pris la décision de verser pour le service d'aide et d'accompagnement à domicile une aide exceptionnelle à hauteur de 465 000 euros pour venir en soutien de cette activité qui avait un fort déficit. La situation n'est pas évidemment réglée, mais c'est ce qui explique en partie cette évolution sur les autres charges de gestion courante. Sur les charges exceptionnelles, ça fait partie un peu des surprises de ce compte administratif, même si on est sur des volumes moindres, puisqu'on est sur des dépenses à hauteur de 800 000 euros, un petit peu plus de 800 000 euros, on pensait, avec la direction des finances, subir une évolution très importante de ces charges financières au cours de l'année 2022. Il n'en est rien, bien au contraire, ce poste diminue. Il diminue faiblement, mais il diminue quand même de 4 700 euros. Cette situation, qui pourrait paraître paradoxale dans un cadre comme on le connaît d'évolution des coûts financiers, s'explique en partie parce que nous avons engagé dès 2021 une diminution significative de l'encours de la dette de plus de 3 millions d'euros, donc ce qui a mécaniquement généré moins d'intérêt à payer en 2022. La majorité des prêts à taux variables sont fixés en début de période, donc on n'a pas subi de plein fouet l'évolution de ces taux sur l'année 2022 et puis nous avons arrêté une ligne de trésorerie à hauteur de 5 millions d'euros en 2022 et cette ligne de trésorerie n'a pas été mobilisée grâce justement au travail régulier de la direction des finances pour optimiser notre trésorerie. Tout ça mis bout à bout a permis justement de limiter cette charge financière. C'est une satisfaction en 2022, je ne vous cache pas que l'année prochaine on ne sera pas dans cette configuration là puisqu' évidemment les effets porteront sur une année pleine et entière. Sur les charges exceptionnelles, là aussi une diminution de ces charges d'un petit peu plus de 18 %. L'explication est assez simple, c'est tout simplement parce que sur l'exercice précédent, la collectivité avait accompagné le Palais du Grand Large face à la difficulté qui était la sienne suite à son arrêt d'activité. Donc pour préserver l'activité économique du Palais du Grand Large et ses emplois, la ville était venue en soutien de cette activité avec des aides exceptionnelles. Ça n'a pas été le cas en 2022, on est revenu sur un niveau d'avant crise et donc cela a permis de diminuer ces charges exceptionnelles. Je peux aussi dire que l'année 2022 a permis au Palais du Grand Large de retrouver une situation saine et équilibrée. Sur les dotations et provisions, ce sont des mécanismes que l'on retrouve chaque année. Vous avez principalement la provision concernant la Route du Rhum. Sur la diapo suivante, celle qui est évidemment

intéressante, après avoir vu les dépenses et les recettes en fonctionnement et bien cela nous permet de mesurer l'autofinancement et cet autofinancement, comme l'a souligné le Maire, est en net diminution par rapport à l'année précédente, puisqu'il s'établit à hauteur de 9,8 millions, exactement 9,85 millions d'euros contre 13 millions en 2021, c'est-à-dire une diminution de 24 % de l'épargne brute. Les raisons sont assez simples, c'est le contexte inflationniste qui a généré cette diminution de notre autofinancement, malgré des recettes très dynamiques, et heureusement que nous avons eu ces recettes dynamiques parce qu'autrement nous aurions pu connaître une situation plus alarmante. C'est en tout cas celle à laquelle on s'attendait encore jusqu'à fin octobre, début novembre, et nous avons plutôt été rassurés de voir un autofinancement, certes on ne le cache pas qui a diminué, mais dans des proportions moindres que les projections que nous avons établies. Et naturellement, si l'épargne brute diminue, l'épargne nette, celle qui reprend l'épargne brute moins le remboursement du capital de la dette, diminue également et donc cette épargne nette s'établit en 2022 à hauteur de 2 millions, presque 2,2 millions et c'est cet autofinancement qui pourrait servir demain à la section d'investissement. La question de l'affectation du résultat interviendra plus tard, c'est une délibération que nous aurons à prendre à l'occasion d'un prochain conseil municipal. Sur l'investissement, vous avez de projeté un graphique assez intéressant parce que malgré ce contexte singulier en 2022, concernant nos dépenses de fonctionnement, la collectivité n'a pas baissé son rythme en matière d'investissement. Bien au contraire, elle a augmenté ses dépenses d'équipement en 2022 et ça, c'est un fait positif, significatif qu'il faut mettre au crédit de cet exercice 2022 puisque vous avez de projeté à l'écran le rythme d'évolution de ces dépenses d'équipement. Elles s'établissent, cette année, à hauteur de 21,7 millions d'euros, c'est le montant le plus élevé de la collectivité depuis 2014 et 2014 était une année budgétaire où on était sur le remboursement de la médiathèque, ce qui peut expliquer ce montant important qu'il y avait en 2014. On retrouve là un niveau d'investissement qu'on n'avait pas connu depuis 2014. C'est à souligner parce que le contexte a été quand même assez particulier, alors je n'en tire pas, moi de conclusions sur le long terme, je n'en tire pas forcément non plus une conclusion immédiate par rapport à une décision que nous avons prise, qui consiste à examiner et voter le budget en fin d'année civile ; pour autant, on se rend compte quand même que le niveau d'exécution budgétaire a été plus important en 2022 et moi je pense quand même y voir les signes de cette décision qui consiste à pouvoir mettre les services en capacité d'agir et d'intervenir sur le programme d'investissement plus rapidement puisque quand on vote un budget au mois de mars ou au 15 avril, il ne faut pas espérer un début de réalisation avant l'été, si ce n'est début septembre. En votant un budget au mois de décembre, c'est vrai qu'on peut être en capacité d'agir dès la fin du premier trimestre, ce qui explique peut-être cette évolution des dépenses d'équipement. À souligner également que nous sommes sur une année 2022 et donc l'année 2022 a mobilisé les équipes municipales avec l'organisation de la Route du Rhum, c'est donc quand même une réussite assez intéressante. Je vois que Monsieur Richard a une question.

M. Victor Richard :

C'est juste un commentaire, on est quand même sur un rattrapage des 2 années COVID de restes à réaliser très importants qui ont été en partie rattrapés sur 2022.

M. Nicolas Belloir :

Alors ça pourrait être un facteur explicatif, mais comme vous l'avez vu, les restes à réaliser restent de même niveau que les années précédentes, donc on ne peut pas dire que c'est le stock des restes à réaliser qui explique cette évolution des dépenses d'équipement, ça peut être un facteur, mais les restes à réaliser sont encore significatifs. Je pense donc que ce n'est pas le seul facteur explicatif. Et même si ce sont des restes à réaliser, ce sont bien des opérations qui ont, si elles n'ont pas eu un début d'engagement, des opérations qui connaissent une action qui est engagée par les services mais qui n'est pas mandatée sur le plan financier. Cela reste des actions qui sont engagées pour la collectivité.

Sur les principales dépenses d'équipement, vous avez à l'écran cette structuration de ces dépenses selon la nouvelle norme avec ces intitulés, c'est pour ça que vous avez ce détail avec l'aménagement et les services urbains qui représentent un volume d'investissement de plus de 13 millions d'euros et vous avez cette décomposition à la droite avec un volume important concernant l'aménagement urbain, la voirie et puis aussi un travail important qui a été engagé depuis que nous sommes arrivés, qui avait été engagé aussi avant notre arrivée, concernant l'éclairage public, bien avant cette crise énergétique, pour être dans cette logique d'économie d'énergie. Si on regarde maintenant les principales opérations, vous avez le détail dans la délibération, je ne vais pas reprendre le listing, peut-être que vous aurez des questions sur ces opérations et à ce moment-là, mes collègues adjoints pourront y répondre. On a simplement ici identifié les opérations essentielles, marquantes, elles sont toutes importantes pour la collectivité, mais vous avez évidemment de rappelé un volume important sur la voirie avec la réalisation des travaux sur la chaussée du sillon, la voie verte du plateau des Anglais et puis aussi une enveloppe toujours importante à l'égard de nos concitoyens pour l'amélioration du cadre de vie dans les quartiers. Sur les opérations d'aménagement urbain, la réorganisation des espaces professionnels de l'hippodrome s'est poursuivie en 2022 et également un programme d'acquisition foncière. Sur les sports, nous avons une enveloppe en 2022 importante pour le parc de glisse et l'aménagement de ses abords qui a été inauguré il y a quelques semaines. Des travaux d'aménagement sur le complexe de Marville et puis des opérations d'aménagement et d'entretien pour les stades et les salles de sport. Sur la culture et le patrimoine, nous avons eu en 2022 des réalisations avec là aussi des accompagnements dans le cadre de ces réalisations, je pense notamment au poste de directeur de tir au mémorial d'Aleth qui a été engagé en 2022 et finalisé d'ailleurs. Des travaux également sur notre patrimoine avec la cathédrale et les différentes églises. Puis une enveloppe sur le musée maritime dans sa globalité avec aussi le bâtiment concernant les réserves. Sur l'enseignement, ce sont les travaux dans les différentes écoles, pour 1,186 million d'euros. Sur l'éclairage public, je l'ai dit. Et puis les enveloppes concernant l'espace vert et la propreté urbaine, vous avez le détail de ces opérations dans la délibération.

Sur la dette de la collectivité, c'est un point assez intéressant à examiner, c'est que l'encours de la dette en 2022, malgré la difficulté que nous connaissons, l'encours de la dette diminue. L'encours diminue, il diminue tout budget confondu, c'est-à-dire que si on y intègre les budgets annexes, nous avons une diminution de cet encours de la dette et c'est aussi un fait important à souligner en 2022, c'est que nous avons su préserver et

diminuer l'encours de la dette dans ce contexte particulier et difficile. Cet encours de la dette diminue, néanmoins, on l'avait dit au moment de la présentation du budget, notre capacité de désendettement, elle évolue puisque nous avons un coût du crédit qui augmente et donc c'est aussi intéressant de voir que nous sommes passés entre 2021 et 2022 d'une évolution de 4,5 à 5,9 années concernant notre capacité à nous désendetter en termes d'années. Cette situation n'est absolument pas dramatique, on retrouve des niveaux similaires à celui de 2017 et la dette de la ville, selon la Charte de Gissler est saine et ne présente aucune difficulté, mais on peut avoir des variations significatives d'une année sur l'autre concernant cette capacité de désendettement. Sur les résultats globaux, c'est-à-dire, si on tient compte du résultat de fonctionnement et du résultat d'investissement, nous avons ce résultat global et ce graphique est là aussi assez intéressant parce que si on isole les années 2020 et 2021 qui ont été des années COVID, on peut constater que on est sur un rythme de résultats qui ne présente pas ; alors si on l'examine par rapport à l'année 2021, on peut effectivement constater cette baisse sur les résultats de fonctionnement mais je rappelle que 2022 c'est quand même une année d'organisation de Route du rhum. Tout ça ne nous inquiète pas plus, ça appelle simplement de notre part cette vigilance que nous avons depuis que nous sommes en responsabilité, c'est justement de pouvoir surveiller et maîtriser nos dépenses de fonctionnement comme on vous le dit de manière assez récurrente. Si on regarde maintenant ce budget à l'échelle des budgets annexes et c'est là où c'est aussi intéressant parce qu'on a tendance à mettre de côté les budgets annexes. Les budgets annexes, ce sont des choix d'investissement de la collectivité. Ils sont traités comptablement dans des budgets annexes, mais ce sont bien des engagements de la collectivité. Quand on regarde le budget consolidé, c'est à dire le budget principal, plus les budgets annexes, on constate évidemment qu'on a une évolution ou une stagnation par rapport à 2021, mais qu'il n'y a pas cette baisse significative qu'on a constatée sur le budget principal ou uniquement le budget principal. Sur le budget annexe, une explication essentielle, c'est évidemment le budget des ZAC avec une opération qui était en stand-by, sur laquelle il y avait des dépenses, mais pas de recette, c'est l'écoquartier de Lorette. Vous savez que les recours sont éteints et donc on a pu, sur l'année 2022, commencer à commercialiser les opérations sur cet écoquartier et c'est ce qui explique en partie cette évolution concernant les budgets annexes et qui, en consolidé, nous permettent d'afficher un résultat global qui ne diminue pas pour la collectivité. Enfin sur la dernière diapositive, en écho à ce qu'on évoquait tout à l'heure sur les restes à réaliser, vous avez ici sur cette diapo le montant des restes à réaliser en dépenses, que ce soit sur le budget principal ou sur les budgets annexes, en sachant que sur les budgets annexes c'est essentiellement le budget du port. Et donc vous voyez que le volume de ces restes à réaliser reste important, il a connu une diminution entre 2021 et 2022, mais en tout cas pas à la hauteur des évolutions des dépenses d'équipement que je vous ai présentées tout à l'heure. Donc ces restes à réaliser, ce sont bien des opérations qui sont en cours pour la collectivité et donc on a un volume assez haut de reste à réaliser. C'est vrai que dans l'absolu, il serait souhaitable pour nous de pouvoir atténuer ces restes à réaliser. Enfin, je vous rappelle quand même que depuis 2020, nous avons subi la crise sanitaire et la crise économique et qui ici n'est pas au courant des difficultés que l'on a avec le monde économique qui lui-même a ses propres difficultés ? (les difficultés à s'approvisionner, les difficultés sur les marchés publics). Donc je pense qu'il y a des facteurs explicatifs, conjoncturels, qui expliquent justement ce niveau important de reste à réaliser qui, de toute façon, était assez important quand on regarde quand même les exercices 2018-2019. Donc voilà, Monsieur le Maire, chers collègues, cette présentation de ce compte administratif avec

encore une fois un travail permanent mené par les équipes de la direction des finances, par l'ensemble des services, pour à la fois maîtriser nos dépenses de fonctionnement et aussi pour suivre ce travail pour essayer d'obtenir des recettes supplémentaires, pas uniquement des recettes nous venant de l'État, mais un dispositif que l'on a enclenché depuis 2 ans, qui est celle de la mobilisation des subventions en essayant de capter le maximum de dispositifs. C'est l'objet des délibérations qu'on vous présente régulièrement concernant la dotation de solidarité à l'investissement local, voire l'aide européenne que nous avons obtenue. Et c'est à travers ce travail de maîtrise de dépenses de fonctionnement et de recherche optimisée de recettes que nous pourrions continuer à investir. C'est l'enseignement que je tire de ce compte administratif 2022 : c'est que malgré les difficultés conjoncturelles, nous avons, d'une part maintenu un niveau d'endettement stable, voire en diminution pour la collectivité et surtout nous avons préservé et augmenté significativement l'investissement ; et l'investissement des collectivités, c'est aussi de l'investissement pour l'activité économique et tout ça sert les intérêts de tout le monde. Voilà, Monsieur le Maire, ce que je pouvais vous dire sur ce compte administratif.

M. Gilles Lurton :

Merci beaucoup Nicolas pour la clarté de ces propos et le rendu extrêmement complet de ce compte administratif. Je vais maintenant ouvrir le débat. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? Madame Le Gagne, vous avez la parole.

Mme Anne Le Gagne :

Merci Nicolas. Merci Monsieur le Maire. Moi j'aurais plutôt des questions par rapport à ce compte administratif, juste pour voir plus clair. Vous avez parlé dans votre propos, Monsieur Belloir, du soutien aux associations concernant une association sportive dont on a parlé récemment dans la presse, c'est à dire la JA. Quel va être le soutien envisagé par la mairie ? Ce sera ma première question.

La 2^{ème} question étant la difficulté au niveau du CCAS et du service d'aide à domicile, donc les 460 000 euros engagés cette année. Comme vous le savez, c'est un sujet qui risque d'être récurrent, donc quelle est la stratégie sur le moyen et le long terme sur les services d'aide à domicile du CCAS ?

La 3^{ème} question porte plus, parce qu'on en a beaucoup entendu parler pendant la présentation, sur la course du rhum et connaître le coût global, pas simplement de fonctionnement, mais intégrant y compris la mise à disposition du personnel, si c'est possible.

J'ai bien noté que la capacité d'autofinancement se dégradait et on sait qu'effectivement c'est un sujet d'inquiétude parce qu'on peut nous présenter une photo et la capacité d'autofinancement nous engage plutôt sur un film ou une vidéo, c'est à dire quelque chose de dynamique et qui peut quand même inquiéter. Je voulais savoir quelles étaient les prévisions pour le futur concernant ce sujet ?

Le dernier point, nous avons eu dans notre Kbox tous les éléments et en particulier l'élément sur le choix de la collectivité, avec un point sur la crise sanitaire qui a retardé de nombreux recrutements en 2020 et 2021 et qui ont de fait été reportés sur l'exercice 2022. Moi je voudrais savoir combien de recrutements, parce que c'est mis de nombreux recrutements, ça paraît assez vague. Donc combien de recrutements et dans quels domaines ont-ils été réalisés ? Merci.

M. Gilles Lurton :

Merci beaucoup, on va se partager les réponses entre Nicolas, moi-même et Jean-Virgile Crance. Pour ce qui concerne les soutiens aux associations, je voudrais d'abord dire qu'on est en plein dans la situation d'une association, pour celle dont vous parlez, qui est la Jeanne d'Arc, pour lesquelles les dépenses d'énergie ont été extrêmement difficiles à supporter et l'augmentation du coût de l'énergie a été extrêmement difficile à supporter. Nicolas l'a dit, pour les particuliers également, pour les collectivités également pour les entreprises aussi, mais il y en a qui ont sans doute des locaux plus spacieux, peut-être moins bien isolés aussi, qui posent des difficultés particulières. En tout cas, dès le début, nous avons dit que nous ne laisserons pas tomber ce club sportif quand ils nous ont fait part de leurs difficultés. Et, nous avons fait immédiatement le choix, vous savez que les subventions aux associations sont versées en 3 période : une au mois d'avril, une au mois de juillet, une au mois d'octobre. Nous avons fait le choix de verser par avance dès le début du mois d'avril la subvention qui devait être versée au mois de juillet et au mois de mai la subvention qui doit être versée au mois d'octobre. Ce qui représente à peu près 80 000 euros par tranche de subvention, un peu plus pour la dernière subvention. Nous pensons que cet apport financier va leur permettre de terminer l'année, nous sommes bien conscients que ce n'est pas suffisant. Nous pensons que cet apport financier va leur permettre de terminer l'année, c'est-à-dire jusqu'au mois de juin. Au mois de septembre, ils ont la rentrée des nouvelles cotisations qui devraient leur ouvrir quelques perspectives. Mais malgré tout, nous devons travailler avec eux, d'abord pour rationaliser les dépenses, surtout celles des sections qui sont déficitaires, mais on a aussi besoin de sections sportives qui permettent à tous les jeunes, quels que soient leurs conditions, de pratiquer le sport, donc ce n'est pas toujours facile et on sait que le club de la Jeanne d'Arc, notamment au niveau de la section de Foot, accueille beaucoup de jeunes des quartiers prioritaires et c'est important que ça continue. Nous recherchons une solution, nous nous donnons le temps d'ici le mois de juin pour trouver une solution complémentaire leur permettant de faire face à la situation qu'ils rencontrent. J'ai été très clair dès le début avec l'association, avec leur commissaire aux comptes et avec leur expert-comptable, ça ne peut pas être sans un accompagnement d'un plan de redressement de la situation, parce que malheureusement, nous constatons que le déficit est quand même récurrent. Il n'est pas lié qu'à la période COVID, il est assez récurrent. La JA l'a parfaitement bien compris, a commencé à prendre des mesures, des mesures d'économie, et nous suivons ça de très près. Les 2 coprésidents de la JA ont su s'entourer d'anciens comptables à la retraite qui peuvent les aider à suivre leurs finances, experts-comptables. Nous espérons à travers toutes ces dispositions, pouvoir permettre à la JA qui a entre 2000 et 2700 licenciés, ça dépend des périodes, de continuer à vivre. D'autant plus que les perspectives qui s'ouvrent devant eux à terme de 2 ou 3 ans et celles de disposer de nouveaux locaux dont la ville sera propriétaire et qui sera mis à disposition du club et également de travailler dans les meilleures conditions, en tout cas moins coûteuses pour eux. Donc on a une période de transition à assurer avec eux et nous avons la volonté de trouver les solutions tout le temps en respectant les différents équilibres auxquels nous sommes tenus.

Sur les difficultés du CCAS et notamment les difficultés du service d'aide à domicile, c'est vrai que nous avons souhaité en 2022, et vous en avez la traduction dans le compte administratif à travers une somme de 450 000 euros que nous avons affectés en subvention au centre communal d'action sociale pour diminuer le déficit du service d'aide à domicile, déficit principalement lié à la difficulté que nous avons à trouver du personnel.

Notre souhait, le mien, en tant que président du CCAS, celui de Sophie Leprizé, en tant que vice-président, mais également celui du conseil d'administration, c'est de maintenir ; certaines villes ont renoncé au service de l'accompagnement à domicile compte tenu des difficultés et des coûts qu'il représente. Jusqu'à présent, nous n'avons pas voulu aller à cette mesure, nous voulons continuer d'essayer de trouver du personnel pour faire face aux demandes qui nous sont adressées. Vous savez, les personnels du SAD interviennent, parfois pour des situations particulièrement difficiles et si le SAD n'était pas là, peut être que ça serait encore plus difficile pour ces personnes particulièrement isolées qui ont des états de santé qui ne sont pas toujours bons. En tout cas, nous sommes également en négociation avec le conseil départemental, j'ai rencontré le conseil départemental, comme je l'ai fait très régulièrement sur l'ensemble des dossiers de Saint-Malo. Je le fais également avec le président du conseil régional et avec le préfet et je leur ai soumis cette situation. Le Président du conseil départemental m'a clairement exprimé son souhait que nous tenions bon, dans l'attente d'une nouvelle politique du conseil départemental, d'un schéma directeur autonomie qui pourrait sans doute mieux nous aider à assumer les charges auxquelles nous sommes confrontées. Il n'y a pas qu'une solution, il y en a plein, enfin solutions je ne sais pas, mais il nous faut tenter plein de choses. Je pense à différentes opérations sur lesquelles nous sommes en négociation actuellement. Il va nous falloir trouver des moyens de maintenir le SAD autant que faire se peut, mais nous ne pourrons pas continuer à creuser des déficits comme ceux que nous creusons actuellement. Ça, c'est très clair.

Sur la Route du Rhum, je donne la parole à Nicolas Belloir.

M. Nicolas Belloir :

Oui merci. Alors sur la Route du rhum, c'est évidemment, quelque chose qui a marqué le budget 2022, au-delà d'avoir marqué la ville et bien au-delà, mais on y reviendra tout à l'heure. C'est bien la raison pour laquelle, dans la présentation de ce compte administratif, on a isolé les dépenses liées à la Route du rhum et que vous avez dans la délibération la réponse à la question que vous avez posée Madame Le Gagne, et qui est tout à fait légitime, concernant les charges de personnel liées sur la Route du rhum. Vous avez à la page 10 du rapport, un tableau qui vous précise que les dépenses de personnel pour cette Route du rhum en 2022 sont à hauteur de 245 772,67 euros, pour un montant total de dépenses sur la Route du rhum en 2022 à hauteur de 2 582 041,12 euros en sachant que nous aurons quelques dépenses supplémentaires qui sont en cours de règlement qu'on examinera dans le cadre de la DM au mois de juin.

Sur l'autofinancement, je l'ai expliqué, c'est bien la crise de 2022 qui pèse immédiatement sur cet autofinancement. Donc l'autofinancement est important pour justement venir alimenter, c'est ce que je disais les années précédentes, un réservoir pour alimenter les investissements de la collectivité, ce qui vient diminuer d'autant le niveau des emprunts de la collectivité. Ce qui veut dire que si on a moins d'autofinancement, mécaniquement soit on renonce à des programmes d'investissement, soit on augmente l'emprunt. L'enjeu que l'on a c'est de recourir le moins possible à l'augmentation de l'emprunt, même si on sait que parfois sur des durées courtes, quand on a des opérations importantes et on l'a connu dans le passé sur la ville de Saint-Malo, on peut avoir quelques exercices budgétaires avec un niveau d'emprunt bien supérieur à ce que l'on connaît traditionnellement. Tout l'enjeu pour nous, consiste à maîtriser nos dépenses de fonctionnement, à aller chercher des recettes supplémentaires et pas uniquement des recettes fiscales. Les subventions sont un poste qui a évolué significativement et ce

faisant, on va à partir de 2023, sur une année où on va subir encore les effets de la crise économique, ce n'est pas fini. En revanche, nous n'aurons pas en 2023 l'organisation de la Route du rhum. Vous voyez bien par rapport au volume que je vous ai indiqué sur la Route du rhum, même si on avait réalisé des provisions, on peut avoir là aussi une réserve supplémentaire en matière d'autofinancement. On scrute l'autofinancement, on est soucieux comme tous en responsabilité, on scrute cet autofinancement ; donc se projeter, c'est assez compliqué à vous répondre précisément parce qu'évidemment, ça dépend d'un contexte économique que l'on ne maîtrise pas totalement. Ce qui est intéressant, c'est aussi de regarder ce qui s'est passé les années précédentes pour voir, puisque la situation de la ville de Saint-Malo est saine et elle n'est pas saine que depuis 2 ans et demi. La situation financière de la ville de Saint-Malo est saine et pour autant, quand on regarde sur les 10 dernières années l'autofinancement de la ville de Saint-Malo, on a des situations qui sont très contrastées. Vous aviez par exemple en 2014 un autofinancement qui était négatif à hauteur d'1,2 millions. Vous aviez en 2016 un autofinancement à hauteur de 2,2 millions. Voilà donc si vous voulez, il y a des variations récurrentes d'une année sur l'autre et donc c'est difficile d'avoir ces projections. Toujours est-il que nous essayons de calibrer au mieux la situation. 2023 on a franchi que le premier trimestre, c'est un peu compliqué pour avoir une projection en matière de d'autofinancement, les principes restent les mêmes, c'est la maîtrise de nos dépenses et la recherche optimisée de recettes d'investissements et de fonctionnement.

M. Gilles Lurton :

Merci beaucoup, Monsieur Crance sur les recrutements.

M. Jean-Virgile Crance :

Juste en complément des 245 000 euros pour la Route du rhum pour préciser que ça comprend en fait des heures supplémentaires et des recrutements saisonniers qui sont faits habituellement dans le cadre de cet évènement.

Pour ce qui est de l'augmentation des recrutements, c'est plus du rattrapage que de l'augmentation du nombre d'agents. Je n'ai pas le nombre exact à vous donner de recrutements, du total de postes, mais en tout cas on a eu plus d'une centaine de jurys et un certain nombre de jurys qui ont été infructueux. On peut rappeler la difficulté aujourd'hui que nous avons à recruter. Je vais quand même rappeler que sur ces augmentations de masse salariale de la collectivité, pour grande partie elles sont dues à des décisions qui ont été prises au niveau national et que nous avons dû appliquer. Pour ce qui est de notre politique sociale qu'on a souhaité ambitieuse dès le début du mandat et qu'on assume, il y a eu aussi le choix dans la négociation de l'application des 1607 heures qui, je le rappelle, était une obligation nationale. On a fait le choix de faire une compensation via la mise en place de la mutuelle et de la prévoyance. Donc bien entendu, ça, ça a un coût, mais je dirais que ce n'est pas un coût, mais que c'est beaucoup plus un investissement et tous les jours avec les difficultés que nous avons aujourd'hui à recruter, ça nous confirme qu'on a sûrement fait le bon choix d'investir pour faire en sorte que notre collectivité soit la plus attractive possible.

M. Gilles Lurton :

Merci beaucoup. Est-ce qu'il y a d'autres questions ? Oui, Madame Le Gagne.

Mme Anne Le Gagne :

Merci. Donc si je comprends bien, on n'a pas le chiffre mais j'imagine qu'on pourra l'avoir. Par rapport à la capacité d'autofinancement, j'imagine que si on la compare à celles des années précédentes et en l'occurrence celles que vous avez mise en avant, c'est peut-être aussi qu'il y avait eu des grands projets de portés. C'est difficile en fait de comparer les choses sans avoir les explications et jeter les chiffres comme ça, moi ça me dérange toujours un tout petit peu. Mais justement, cette capacité d'autofinancement se dégradant, puisque la perche est tendue, quelle est la soutenabilité pour les futurs projets portés par Monsieur le Maire et par la ville ?

M. Nicolas Belloir :

Oui, alors évidemment, il faut ramener ça à chaque période, j'ai cité 2014, j'ai cité 2016, j'ai dit tout à l'heure dans ma présentation, qu'on pouvait avoir des efforts conséquents sur 2-3 exercices. J'ai cité 2014 par rapport au niveau d'investissement de la collectivité en rappelant que 2014 était lié au remboursement de la dernière partie de l'équipement de la médiathèque. Je n'ai donc absolument rien caché par rapport à 2014. 2015, 2016, on était sur des niveaux d'autofinancement, en 2015, négatifs alors que nous n'étions pas dans des logiques de grands projets. Il ne s'agit pas de refaire les situations précédentes, mais simplement d'expliquer la variation d'une année sur l'autre, de l'autofinancement, et que cet exercice est extrêmement compliqué, lié à des facteurs extérieurs. C'est le cas en 2022 avec la crise économique, avec l'organisation de la Route du rhum et je le redis, cet exercice, c'est bien pour l'exercice 2022 et pas 2023. Aujourd'hui sur ce qui permet de réaliser des investissements ou la soutenabilité de nos investissements, nous avons tout à fait les moyens de mener ces investissements. La meilleure illustration, c'est 2022 puisque nous avons un niveau d'engagement, de dépenses d'équipement à hauteur de 21 millions d'euros, bien supérieur aux années précédentes, et ce, avec un résultat d'autofinancement qui est certes moindre mais qui ne nous met absolument pas en difficulté pour réaliser les différentes opérations que nous avons programmées dans le cadre de ce mandat.

M. Gilles Lurton :

Merci beaucoup. C'est vrai que nous avons des ambitions assez importantes, il faut bien le reconnaître et nous avons bien l'intention de les mettre en place. S'il n'y a pas d'autre(s) question(s), je vais me retirer et je vais laisser la présidence à Monsieur Crance.

M. Jean-Virgile Crance :

Je mets au vote. Est-ce qu'il y a des abstentions ? 5 abstentions plus un pouvoir, donc 6 abstentions. Est-ce qu'il y a des oppositions ? Je vous remercie. Monsieur le Maire peut rentrer.

- 3 - Compte rendu de la gestion de la dette de l'exercice 2022 - Budget Principal et budgets annexes

M. Belloir rapporte la délibération.

Présentation Power Point

M. Nicolas Belloir :

Je vais vous donner quelques éléments, mais cela va être beaucoup plus rapide parce que j'en ai effectivement déjà parlé. Encore une fois, rappeler quelques éléments, à l'échelle macroéconomique, il nous a semblé important de simplement vous présenter les évolutions des taux d'intérêt sur les marchés de prêts interbancaires et vous allez voir, c'est ce que je vous disais tout à l'heure, c'est que l'effet de l'augmentation des taux d'intérêt, on l'a plutôt subi sur le 2ème semestre 2022 et donc l'explication à la fois sur le compte administratif ou de la présentation du rapport de la gestion de la dette doit tenir compte de cet élément parce qu'on n'est pas sur une année pleine. Sur 2022, nous avons mené beaucoup d'opérations mais essentiellement en matière de gestion de trésorerie, je l'ai dit, une ligne de 5 millions d'euros qui a été ouverte mais qui n'a pas été mobilisée, ce qui prouve là aussi que notre niveau de trésorerie a été maintenu et ne nous a pas mis en difficulté. Ensuite sur le programme d'emprunt, pour les opérations d'investissement, trois nouveaux emprunts ont été souscrits pour un total de 7 millions d'euros, donc un volume d'emprunt que l'on a traditionnellement avec différents prêteurs, trois qui sont rappelés pour une durée de 15 ans : 3 millions d'euros auprès de la Banque postale sur un taux variable avec une maturité à 3 mois et sur une durée de 15 ans ; mais aucune inquiétude concernant ce taux variable. Ensuite, 3 millions d'euros auprès d'une coopérative bancaire qui finance beaucoup de projets sociaux, c'est pour cela qu'on vous en donne le détail, la Nef, évidemment pas d'inquiétude sur cet établissement bancaire, là aussi 3 millions d'euros à taux fixe sur 15 ans à hauteur de 2,8 %, donc un taux d'intérêt extrêmement intéressant. Puis 1 million d'euros sur le taux du livret à 15 ans auprès de la Banque des territoires, notamment sur des opérations ciblées autour de la réalisation des pistes cyclables. Sur l'évolution de l'encours de la dette., je n'y reviens pas parce que je vous l'ai rapidement présentée, là aussi, vous avez le détail sur cette évolution de l'encours. Cette diapo est illustrative parce qu'elle permet de voir ce qui ressort du principal, des budgets annexes ZAC et PGL. Vous avez avec le code couleur la référence sur l'encours de la dette en constatant que pour chaque budget on a une diminution de cet encours de la dette en 2022. Alors quelles sont les caractéristiques de cette dette tous budgets confondus ? On a aujourd'hui un capital restant dû qui s'élève à un peu moins de 74 millions d'euros, avec un taux moyen à hauteur de 2,18 %. Simplement dire que le taux moyen des communes de notre strate en 2022 est à hauteur de 2,34 %. Nous, nous sommes à hauteur de 2,18 %. Là aussi, si on se projette, on est sur un taux moyen 2022, il en sera tout à fait différemment pour une présentation en 2023 puisqu'on aura sur une année pleine l'évolution des taux, une durée de vie résiduelle de 11 ans et 4 mois, et puis le nombre de lignes d'emprunt qui s'élève à 33. Sur la dette garantie, puisque là aussi c'est une obligation de présentation dans le cadre du rapport annuel de la dette, nous avons en 2022 garanti 43 nouveaux emprunts pour un montant de 18,6 millions d'euros. Le montant total de la dette garantie par la collectivité est à plus de 157 millions d'euros avec une durée de vie résiduelle de 25 ans et 11 mois. Un nombre de lignes d'emprunts garantis de 463 emprunts, vous avez la répartition par structure, ce sont évidemment les

opérations de réalisation de logements, garanties d'emprunt, qu'on passe traditionnellement, et on en aura une tout à l'heure, qui explique justement ce niveau de dette garantie. Je rappelle que pour les bailleurs, il n'y a pas de ratio prudentiel mais que, concernant les associations où les organismes scolaires, il y a des ratios prudentiels qui sont applicables. Voilà ce que je pouvais vous dire de manière très synthétique, sur le rapport de la dette pour 2022.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

- 4 - Garantie d'un emprunt de 276 000 euros pour le Foncier Coopératif Malouin auprès de la société Action Logement Services - Acquisition foncière située au 18 rue Croix Désilles

Mme Burgalet-Bouvier rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

- 5 - Protocole transactionnel - Remplacement du ponton carburant au port des Sablons - Lot 2 : Ponton et équipements divers

M. Crance rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

- 6 - Action Cœur de Ville - Subvention de la Banque des Territoires pour le cofinancement d'une étude d'impact socio-économique de la Route du Rhum

M. Gilles Lurton :

Dans le cadre de l'action cœur de ville, nous avons une subvention de la Banque des territoires pour le cofinancement d'une étude d'impact socio-économique de la Route du rhum. Avant de laisser la parole à Madame Renard, je rappelle que pendant la Route du rhum, nous avons fait une première étude d'impacts dont les résultats nous ont été présentés pendant la période des 15 jours qui précèdent la Route du rhum et qui nous ont conduit à nous interroger davantage sur l'impact économique et touristique de la Route de Rhum pour le pays de Saint-Malo. La banque des territoires nous a également proposé de participer aux résultats de cette étude. Je propose à Madame Renard de rapporter la délibération et si vous voulez bien après, je vous donnerai quelques éléments avec Nicolas Belloir sur le résultat de la Route du Rhum et de l'étude.

Mme Renard rapporte la délibération.

M. Gilles Lurton :

Si vous voulez bien, avant d'ouvrir le débat, quelques mots sur le résultat de cette étude qui, je le rappelle, se situe dans le cadre du programme Action Cœur de Ville. Je le dis parce que parfois, quand on parle d'Action Cœur de Ville, on passe un peu rapidement dessus, mais c'est quand même un programme dont bénéficie la ville de Saint-Malo qui est extrêmement intéressant à tous points de vue et je pense qu'il faut savoir le dire aussi. Je veux rappeler que dès 2020, la ville de Saint-Malo, Saint-Malo agglomération, ont travaillé avec OC sport sur l'organisation de la Route du rhum et plus particulièrement sur l'organisation du village départ avec la volonté de relever plusieurs défis. Premier défi, agrandir le village pour plus de fluidité pour le public. Je crois pouvoir dire que ça a été une réussite. Accueillir le plus de bateaux possible pour que chaque classe soit bien représentée, on en a vu le résultat. Disposer toute la flotte dans les bassins, y compris les ultimes, ça a été fait. Proposer un village plus qualitatif et plus respectueux de l'environnement, nous avons aussi avancé sur ce point, même si nous avons encore du travail à réaliser. Et évaluer l'impact socio-économique de la Route du rhum, Nicolas Belloir va y revenir d'ici quelques instants. Mais ce soir, ma conclusion, et celle de nombreuses personnes qui ont franchi les portes de ce village, est qu'elle a été une véritable réussite et qu'un premier cap a été franchi, les défis ont été relevés. Nous avons agrandi la taille du village avec l'ouverture sur le quai Duguay Trouin jusqu'aux anciens silos face à l'école de police, ce qui a permis d'assurer une fluidité de la circulation des piétons, malgré une foule très importante avec plus de 1,5 millions de visiteurs. On était à la dernière Route du Rhum à 1,3 millions ; et nous avons pu comptabiliser, grâce à l'étude qui a été réalisée, que 94% de ces visiteurs se sont rendus dans l'Intra-Muros montrant ainsi la parfaite fluidité entre le village et l'Intra-Muros grâce à l'ouverture des portes supplémentaires que nous avons voulu. Mais il faut le dire aussi, qu'en 2018, la ville de Saint-Malo se situait dans une situation Vigipirate, qui n'était pas cette situation en 2022, donc le fait de ne pas être en Vigipirate nous a permis d'ouvrir des sorties et des entrées supplémentaires qui étaient extrêmement demandées par l'Intra-Muros. Nous réfléchissons d'ailleurs pour la prochaine Route du rhum, à voir si nous ne pouvons pas en ouvrir encore une de plus. Le village plus grand, avec plus de 40 % de surface et 2 jours d'ouverture supplémentaire, 138 skippers, 138 bateaux dans les bassins. Je pense qu'on a atteint un maximum et qu'on ira difficilement au-delà, enfin nous verrons. Et bien sûr, les 8 ultimes ont fait la promesse de passer les écluses aux dates et heures prévues. Je vais laisser la parole à Nicolas Belloir pour me compléter sur les résultats de l'étude du Cabinet EY (Ernst & Young).

M. Nicolas Belloir :

Oui merci, donc quelques éléments sur cette étude d'impact économique. Comme Le Maire l'a dit, on a eu un flux de visiteurs extrêmement important. Flux de visiteurs estimé à 1,5 millions de visiteurs pour l'édition 2022. Ce qui est intéressant quand même à souligner, c'est de mettre en parallèle cet événement sportif avec d'autres événements sportifs ou des événements culturels. Simplement vous dire que par exemple, le championnat d'Europe de football en France avait accueilli 2,4 millions de visiteurs avec une affluence moyenne de 48 000 visiteurs sur 4 semaines. Si on prend un événement que l'on connaît qui est le festival Interceltique de Lorient, c'est 800 000 visiteurs pour 8 à 9 jours d'événements. Si on prend un autre festival, le festival des Vieilles Charrues, on est sur 270 000 visiteurs pour 4 à 5 jours. En rappelant que ces événements sont des

événements payants, alors que la Route du rhum reste un événement populaire et accessible. Si on compare cette course aux 2 autres courses que l'on connaît en France, les comparaisons peuvent se faire, mais on est sur une typologie assez différente. D'abord la Route du rhum, elle connaît son succès comme on l'a rappelé, parce qu'on a une flotte extrêmement importante de bateaux qui s'explique parce que toutes les catégories de bateaux sont acceptées. On a différentes catégories, aussi bien pour des amateurs, des amateurs avertis, éclairés, ou des professionnels. Et donc cette multiplication de bateaux qui est autorisée sur la Route du rhum, permet justement de capter un public beaucoup plus important alors que sur le Vendée Globe, on est sur une course qui est typée qui ne concerne qu'une catégorie de bateaux, les Imocas, et qui est en termes de nombre de bateaux moins important que la Route du rhum, puisque nous avons 29 bateaux en 2016 sur le Vendée Globe. EY n'a pas retenu l'édition 2020, puisque c'était une édition qui avait été marquée pour le Vendée Globe par la crise sanitaire. Autre particularité du Vendée Globe, c'est que c'est une ville départ et une ville arrivée avec une durée de l'événement qui est de plus de 2 mois et demi, presque 3 mois pour les derniers. Si on a un nombre de visiteurs aussi important, ce sont des visiteurs qui sont comptabilisés entre le moment du départ et à chaque moment d'arrivée de bateaux, donc ça n'est pas du tout comparable par rapport à la Route du rhum. Et puis, si on regarde la Transat Jacques Vabre, on est sur une course qui ne connaît pas encore le succès sportif de la Route du rhum, on lui souhaite bien naturellement. Une course dont son périmètre a évolué sur des villes d'arrivée et de départ, et puis nous sommes sur des présences de bateaux un peu de nature différente, puisque là aussi ce n'est pas une course en solitaire, c'est une course qui se court à 2, on est sur un modèle qui n'est pas tout à fait le même que celui de la Route du rhum. Chacun a sa particularité, mais force là aussi, est de remarquer que sur cette édition 2022 pour la Route du rhum, le flux de visiteurs s'établit à 1,5 millions. On avait souhaité pouvoir obtenir une focale sur le flux de ces visiteurs concernant Saint-Malo, et c'est aussi l'enjeu de ce graphique, c'était de dire, parce que on l'avait entendu par rapport à l'édition 2018 qui était inscrite dans un contexte réglementaire très fort avec Vigipirate, avec des entrées-sorties qui pénalisaient beaucoup à la fois le village mais aussi les flux à l'extérieur, on a souhaité dès le départ organiser cette porosité avec les autres quartiers de la ville de Saint-Malo et notamment le quartier de la gare et de l'Intra-Muros. Le graphique que vous voyez est intéressant parce que ça montre que la porosité voulue a fonctionné avec l'Intra-Muros et ce pic d'évolution que l'on constate, c'est comparé aux années précédentes et notamment les années soit à la même période ou pendant la période de la haute saison. Indéniablement, on voit bien qu'il y a ce pic à la fois pour le quartier de la gare et le quartier de l'Intra-Muros, mais qu'on a aussi cette évolution pour les autres quartiers, que ce soit Paramé ou Saint-Servan dans une proportion moindre. Mais on voit bien quand même que les flux ont pu bénéficier à l'ensemble des secteurs de la ville de Saint-Malo. Concernant maintenant le profil des visiteurs de la Route du rhum, on a 2 grands profils qui se dégagent et ce sont vraiment des enseignements importants de cette étude de profil. Le premier et de manière significative, c'est que ce sont les bretons qui se rendent sur cet événement, en famille, ils représentent 65 % des visiteurs du village. Le deuxième profil de visiteurs ce sont des passionnés de voile qui viennent principalement du Grand Ouest, du Havre à La Rochelle. Et aussi une importance significative de visiteurs de l'île de France. C'est quand même riche d'enseignement et ce qu'on peut constater, c'est que la durée du séjour n'est pas la même et que cette durée du séjour de ces visiteurs varie entre 2 et 4 jours. 2 jours pour le public Breton et 4 jours pour le profil qualifié de passionné de voile. Ces visiteurs quand on les interroge, ils sont restés sur cette durée à Saint-Malo principalement pour la Route du rhum, même si

certaines en ont profité pour visiter le reste du pays de Saint-Malo. Mais ce qui est intéressant à souligner, c'est que la durée de présence des visiteurs bretons ou passionnés de voile est plus importante que celle des touristes qui viennent en week-end sur Saint-Malo ou qui viennent sur un week-end prolongé puisque ce chiffre est de 1,65 jours en moyenne. Ce que l'on peut constater, c'est que les visiteurs venant à la Route du rhum restent un petit peu plus longtemps que les touristes qui viennent en dehors de la Route du rhum. Il y a aussi un facteur explicatif, c'est que cette Route du rhum coïncide aussi avec la période des vacances scolaires, il faut aussi avoir ça à l'esprit. Ensuite, autre élément que nous souhaitions avoir, parce que c'était des informations dont nous ne disposions pas, c'est l'impact économique généré par la Route du rhum sur cette édition 2022, en sachant que la mesure de cet impact économique s'est faite à l'échelle du pays de Saint-Malo. L'étude était circonscrite sur le pays de Saint-Malo et pas au-delà, alors qu'on sait très bien que la Route du rhum rayonne et diffuse bien au-delà du pays de Saint-Malo et l'explication se donne assez facilement, surtout quand on voit qu'on a un public Breton très important. Alors, l'impact économique sur cette édition 2022 a généré de manière directe, c'est-à-dire l'impact des revenus immédiats produits par cette édition, l'impact direct pour le territoire malouin est de 29,1 millions d'euros. Cet impact a principalement bénéficié comme vous le voyez sur la diapo au secteur de la restauration pour 9,7 millions d'euros et pour l'hébergement pour 8,7 millions d'euros ; viennent ensuite les transports sur place et les commerces locaux. Il faut noter aussi que sur les 8,7 millions d'euros concernant les retours sur l'hébergement, 5 millions d'euros ont bénéficié aux meublés et gîtes qui ont une capacité justement à pouvoir accueillir beaucoup de personnes de courte durée sur le secteur de Saint-Malo. Au-delà de ça, de cet impact direct, il y a eu aussi un impact indirect de cette édition 2022, c'est-à-dire l'ensemble des prestations fournies dans le cadre des entreprises pour l'organisation de cet événement et cet impact indirect a été mesuré à hauteur de 14,3 millions d'euros. Troisième donnée importante, c'est l'impact induit. L'impact induit, ce sont les dépenses, la consommation, générées par tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre, ont travaillé pour la Route du rhum, que ce soit l'organisation, que ce soit les teams. Ils ont généré 3,2 millions d'euros en termes de retour économique, alors quand on regarde un petit peu plus dans le détail, on s'aperçoit que la répartition de ces dépenses, en réalité, elle varie d'un profil à un autre. Si on isole les dépenses d'hébergement, on se rend compte que les visiteurs bretons se sont rendus sur le village et ont peu utilisé les capacités d'hébergement, certains l'ont fait, naturellement, mais certains ont aussi utilisé des ressources familiales, des connaissances pour se loger. Les visiteurs qui ne résident pas en Bretagne sont ceux qui ont, entre guillemets, consommé un peu plus d'hébergement sur cette période. Ce qu'il faut constater, c'est que le profil de ces visiteurs a aussi un impact sur le panier moyen dépensé et c'est l'enjeu du slide suivant, c'est de constater que le panier moyen, de dépenses, pour un visiteur pour la Route du rhum s'établit à hauteur de 65 euros par visiteur. Alors ce montant se situe plutôt, selon le cabinet EY, dans la moyenne plutôt basse des événements sportifs, tout comme le temps ou la durée du séjour à l'occasion de cet événement. On est plutôt sur la fourchette basse des événements sportifs. Cela s'explique, selon eux, parce que la Route du rhum est un événement à dimension nationale, internationale, mais avec un public qui est quand même à dominante régionale, on le voit bien. Et qu'on est aussi, sur un événement sans billetterie et donc tout ça peut aussi expliquer le fait qu'on se situe plutôt sur cette fourchette basse. Quand on interroge les visiteurs, ceux qui sont venus, ça ne surprendra personne, ils sont venus pour déambuler sur les pontons ou dans le village, mais sans intention d'achat a priori. C'est vraiment le fait de venir participer à cet événement

populaire. On a des visiteurs qui déclarent aussi un panier moyen qui est très inférieur aux 65 euros mais qui se situe plutôt sur une échelle de 25 euros, c'est le panier journalier. On peut le comprendre, s'il n'y a pas d'hébergement. Sur l'expérience visiteur, c'est-à-dire les retours, c'est plus une appréciation qualitative, suite à cette étude d'impact, je l'ai dit, les visiteurs viennent pour participer à cette fête et plus de 3 visiteurs sur 4, même s'ils sont venus sur le village de la Route du rhum, ils souhaitaient aussi pouvoir profiter un peu des atouts de la ville ou en tout cas pouvoir prendre des repères pour revenir visiter Saint-Malo et sa région à un autre moment. Ce constat est formulé à la fois par les visiteurs qui ont un profil Breton, tout comme ceux qui sont des passionnés de voile, qui se disent qu'il faudra revenir sur le pays de Saint-Malo. Ensuite, au-delà des activités directement liées à la Route du rhum, on sait qu'un certain nombre sont allés à l'exposition « Tous marins » par rapport justement à cette porosité, cette fluidité qu'on a souhaitée avec l'Intra-Muros. Cette exposition a connu une fréquentation de plus de 9 000 personnes, pendant la durée de la Route du rhum et ce qui est intéressant, c'est qu'il y a sur cette Route du rhum un élément de satisfaction, tout public confondu puisque ce taux de satisfaction est de plus de 88 %. Quand on va un petit peu plus dans le détail et qu'on leur pose des questions sur l'expérience visiteur, ils sont très, très, satisfaits de l'accessibilité qui a été notée par un bon nombre de visiteurs, notamment ceux qui ont l'expérience, pour les passionnés de voile, d'autres événements comme le Vendée Globe, comme la Jacques Vabre ; et ce retour qualitatif a été aussi effectué par des élus de Vendée, du Havre, qui sont aussi venus pendant la Route du rhum. 88% expriment leur satisfaction sur l'ambiance dans le village. Cette fluidité qu'il y avait et ce qui a été noté, beaucoup de visages heureux sur cette édition 2022. Il y a aussi sans doute un effet après crise sanitaire qui peut expliquer cette satisfaction. 91 % sont satisfaits sur les infrastructures et 88 % également sur l'organisation. Concernant l'animation, concernant un fait que personne n'avait anticipé, le report du départ, où les équipes ont dû aménager un certain nombre de choses. Eh bien, cette réactivité a été au bénéfice du plus grand nombre. Sur l'édition 2022 ce sont des chiffres qui ont été communiqués par OC sport et transmis à EY, ce sont les retombées médias de la Route du rhum. Elles sont évaluées en équivalent d'achat d'espaces à 266 millions d'euros, 230 sur la zone France et 36 millions d'euros à l'international. Plus de 59 000 publications médias ont été recensées. Le site internet officiel de la Route du rhum a été visité par 5 millions de visiteurs et pour un total de 19,5 millions de visites et plus de 42 millions de pages vues. Le jeu officiel lancé pendant la Route du rhum comme sur les autres courses, a connu un succès important puisqu'on avait une inscription de plus de 507 000 joueurs à ce jeu, 2 fois plus qu'en 2018 et plus presque 300 000 d'abonnés sur les réseaux sociaux. On voit que l'impact de la Route du rhum a été, en termes de communication, puissant en 2022. Enfin, dernier élément, puisque c'était une volonté de notre part de pouvoir essayer de quantifier l'impact en termes de création d'emplois sur le pays de Saint-Malo pendant la Route du rhum. L'impact pour notre territoire à partir des données provenant de l'étude et des bilans réalisés par pôle emploi, c'est que cela a généré l'équivalent annuel de 319 ETP (Emploi à Temps Plein), pour l'édition 2022, avec une répartition suivant les secteurs d'activité : 82 issus de l'hébergement, 91 issus de la restauration et il faut ajouter à ces 319 emplois ETP, 80 emplois indirects issus des différents prestataires et fournisseurs et entreprises locales ayant contribué à l'organisation de la Route du rhum. Quand on interroge pôle emploi, il estime que parmi ces ETP directs, 700 emplois en contrat à durée déterminée ont été créés pendant la durée de la Route du rhum, sur la période des 3 semaines.

M. Gilles Lurton :

Merci Nicolas. Pour conclure ce bilan et être tout à fait complet, même si l'étude est beaucoup plus conséquente que ce que Nicolas vient de nous présenter, je ne voudrais pas terminer cette présentation sans rendre un hommage appuyé aux services municipaux et services de Saint-Malo agglomération qui ont œuvré pendant et après la Route du rhum avec beaucoup d'enthousiasme, beaucoup de dynamisme et aussi beaucoup de professionnalisme. Les témoignages qui me sont parvenus sur les personnes qui ont eu à accéder aux services extérieurs, tels que les parkings, à l'hippodrome, à Paul Féval et aux différents endroits de la ville démontrent combien ils ou elles ont été bien accueillies. Quelques chiffres simplement, 42 000 véhicules ont bénéficié des stationnements sur les parkings aménagés à cet effet, 2 200 camping-cars sur le site d'Atalante, des parkings vélo pris d'assaut près de 600 panneaux de signalisation installés pour favoriser la bonne circulation, du stationnement et aussi l'accès des services d'urgence avec une voie rouge permettant l'accès jusqu'au port, 120 blocs de béton posés pour protéger l'accès au village, 13 km de barrières installées, 6 semaines d'installation, 3 semaines de démontage, 270 bateaux liés à l'événement Route du rhum accueillis au port de plaisance. Tout ça, ce sont les services de la ville, les services du port, les services communautaires qui l'ont réalisé. C'est une période particulièrement intense pour eux et je veux vraiment les en remercier. J'ajouterai la qualité des animations proposées sur le stand Saint-Malo expérience qui a vu passer 35 000 visiteurs pendant toute la durée du village. Très intéressés, ces visiteurs par la thématique du développement durable et je dois dire que le Stand Saint-Malo expérience était particulièrement attractif pour les visiteurs. Des outils digitaux modernes tels que le lien malouin qui a servi à beaucoup à se diriger et à savoir ce qu'il se passait, l'organisation de conférences, il y a eu tous les jours des conférences extrêmement intéressantes qui ont regroupé un très, très, grand nombre de personnes, qui ont fait le plein à chaque présentation, les locaux étaient devenus très rapidement trop petits. Je remercie bien sûr toutes les personnes qui ont contribué à cette organisation, j'ai une pensée pour les chevilles ouvrières, Benoît Bertiaux, Christophe Jaffrelot, j'y ajoute Mme Marianne Le Squère et l'ensemble des élus de la municipalité qui, autour de Nicolas Belloir depuis le 3 juillet 2020 travaillent à la réussite de cet événement exceptionnel pour la ville de Saint-Malo. Vraiment, j'ai longuement analysé cela, j'ai participé beaucoup à ce village, on aurait pu avoir un accident, on aurait pu avoir une difficulté de circulation des piétons, tout s'est extraordinairement bien passé et je m'en réjouis. Voilà ce que je voulais vous dire. Jacques Hardoin demande la parole.

M. Jacques Hardoin :

Merci Monsieur le Maire. Oui, je pense que tous ici, on avait bien mesuré la qualité et la satisfaction du public de cette Route du rhum. Je pense que cette étude est très intéressante parce qu'elle objective toutes ces impressions et elle met des chiffres devant tout ce qui s'est passé et aussi bien sur les retombées économiques, que l'emploi, et cetera. Moi, vraiment, je veux retenir la diapositive qui présentait la satisfaction de l'expérience visiteur, on a 5 items, tous à plus de 80 % de gens satisfaits. Je crois que c'est vraiment la plus belle réussite et la plus belle récompense qu'on peut avoir de la part des visiteurs.

M. Gilles Lurton :

D'autres prises de parole ? Madame Le Gagne.

Mme Anne Le Gagne :

La première, Monsieur le Maire, pour effectivement bien sûr remercier les services comme vous l'avez fait, rendre hommage, comme vous l'avez fait et rendre aussi hommage aux personnes qui ont perdu la vie à l'arrivée de la course du rhum. Je pense à eux ce soir, je pense à leurs familles, parce que cet événement, s'il s'est bien passé ici, il s'est terminé quand même un peu dramatiquement pour des personnes et leurs familles à l'arrivée. C'était mon premier point. Le deuxième, c'est que l'item n°6 était « Action Cœur de Ville : Subvention de la Banque des Territoires pour le cofinancement d'une étude d'impact socio-économique de la Route du Rhum », j'interroge en fait effectivement une nouvelle étude d'impact de 47 880 euros sur la Route du rhum, je vois tout le travail qui a déjà été réalisé par le cabinet conseil. Donc c'est une mission d'ingénierie au titre du programme Action Cœur de Ville avec une subvention de la Caisse des dépôts de 23 940 euros de la ville de 23 940 euros au titre de l'Action Cœur de Ville. Le plan national Action Cœur de Ville répond à une double ambition, améliorer les conditions de vie des habitants des villes moyennes et conforter le moteur de civils dans le développement du territoire. Lorsque, je vais page 490 sur le document que nous avons sous les yeux dans notre Kbox, il est marqué que le dispositif Action Cœur de Ville mobilise de nombreux partenaires financiers pour permettre aux collectivités de mettre en œuvre leurs projets de territoire, de redynamiser les centres-villes et différentes thématiques comme la réhabilitation, la restructuration vers une offre plus attractive de l'habitat en centre-ville, de favoriser un développement économique et commercial équilibré, de développer l'accessibilité, la mobilité, les connexions, de mettre en œuvre les formes urbaines de l'espace public et du patrimoine, de développer l'accès aux équipements, aux services publics, à l'offre culturelle et de loisirs. Lorsque l'on va sur le site internet du site Action Cœur de Ville, il y a un focus fait sur la ville de Saint-Malo. C'est la seule ville que j'ai retrouvée, avec un témoignage fait par le directeur général par intérim d'Emeraude d'Habitation de l'époque, qui raconte les prémices d'une opération d'implantation de logements locatifs sociaux au cœur de ville historique, dans une localisation particulièrement attractive, à proximité immédiate des remparts et de la plage. Permettez-moi, Monsieur le Maire, de m'interroger, même si je vois vaguement le lien qui peut être fait sur les 23 980 euros mobilisés via Action Cœur de Ville, qui à mon sens aurait pu peut-être participer à la rénovation de logements, afin d'ouvrir et de faciliter au retour des jeunes et des familles et de redynamiser nos cœurs de ville.

M. Gilles Lurton :

Grâce à l'Action Cœur de Ville, Madame Le Gagne, nous avons obtenu une des sommes la plus importante de France pour la réhabilitation et la construction de logements, très, exactement 27 millions d'euros, sous forme de prêts ou de de financements directs. Des opérations que nous menons, donc je dois vous dire qu'effectivement, l'Action Cœur de Ville joue son rôle à plein. La Banque des territoires a considéré qu'elle devait pouvoir nous aider dans le cadre de l'Action Cœur de Ville pour une somme de 23 000 euros. Pour le rayonnement de Saint-Malo et le développement de Saint-Malo, nous avons besoin d'avoir des éléments d'études qui nous sont rendus à travers cette étude et pour ce qui

me concerne, je remercie grandement la banque des territoires qui a participé aux résultats de l'étude d'avoir accepté de nous emmener plus loin dans l'analyse de l'impact économique et touristique de la Route du rhum, nous sommes en plein dans le cadre de l'Action Cœur de Ville en menant ça. Sur la première partie de votre question, je partage complètement ce que vous avez dit et pour moi, cette Route du rhum, effectivement même si elle est une réussite à Saint-Malo, elle restera marquée par l'accident que j'ai vécu d'une très, très, grande proximité à 4h, 5h du matin au large des côtes de Pointe-à-Pitre. Bien entendu, les 2 jeunes décédés dans cet accident, c'est à eux que nous pensons et à leurs familles quotidiennement. S'il n'y a pas d'autres questions, je vais mettre aux voix cette délibération. Monsieur Perrin.

M. Guillaume Perrin :

Oui, merci Monsieur le Maire, je partage la pensée que Madame Le Gagne et vous-même qui étiez sur place ont pour les 2 victimes qui faisaient partie de l'organisation de la course. J'ai eu l'occasion de vous représenter Monsieur le Maire, au comité que le préfet de la région Bretagne a réuni pour faire un débriefing à chaud de l'organisation de la course du point de vue du port de départ et de citer leurs noms, et je pense qu'ils méritent qu'on cite leurs noms. Il s'agissait d'Alex Picot et François Naveilhan, des bretons, comme nous le sommes, qui étaient domiciliés en Bretagne Sud et qui étaient des cadres de l'organisation OC sport. Je voulais citer leurs noms et dire que bien au-delà de ce drame, l'ensemble des parties prenantes à l'organisation de cette épreuve emblématique se sont retrouvées également dans la partie débriefing à chaud sur un constat extrêmement positif de la manière dont les choses s'étaient déroulées dans le port du départ.

M. Gilles Lurton :

Merci beaucoup Guillaume. D'autres interventions ? S'il n'y en a pas, je mets aux voix cette délibération qui, je le rappelle, consiste à signer une convention avec la banque des territoires pour participer à hauteur de la moitié du coût de l'étude d'impact économique et touristique réalisée par le cabinet EY. Est-ce qu'il y a des oppositions ? Il n'y en a pas. Est-ce qu'il y a des abstentions ? Abstention de Mme Le Gagne, de M. Leconte, de Mme Beaudout, de M. Richard, de Mme Saget et de M. Vaury. La délibération est adoptée.

- - - - -

- 7 - Convention de refacturation entre la Ville de Saint-Malo et Saint-Malo Agglomération relative à la commande de Plans de Corps de Rues Simplifiés (PCRS) vecteur

M. Kinié rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- 8 - Délivrance de certificats électroniques - Convention mandataire Chambersign

M. Crance rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

- 9 - Arrêt du Bilan de concertation sur la révision du Règlement Local de Publicité

M. Besseiche rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

- 10 - Arrêt du projet du Règlement Local de Publicité

M. Besseiche rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

- 11 - Avis sur l'inscription de la Ville de Saint-Malo en tant que commune socle sur la liste des communes considérées comme vulnérables face à l'érosion du trait de côte

M. Lurton rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

- 12 - Projet urbain partenarial - Secteur Beaugeard - Convention de PUP entre la Ville de Saint-Malo et la SNC La Flourie

Mme Farcot-Jaffrelot rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

- 13 - Projet Urbain Partenarial Aristide Briand - Convention de PUP entre la Ville de Saint-Malo et le groupement Icade/Aire Nouvelle/Brownfield pour la réalisation de 173 logements, d'une résidence coliving, et de commerces

Mme Burgaleta-Bouvier rapporte la délibération.

M. Gilles Lurton :

Je suis intervenu pour qu'on décapite un petit peu les plafonds de certains des immeubles qui vont être construits à cet endroit-là pour les baisser un tout petit peu.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

- 14 - ZAC Caserne de Lorette - Vente d'un terrain (ilot 7) au profit de l'OPH EMERAUDE HABITATION

Présidence M. Crance.

Mme Farcot-Jaffrelot rapporte la délibération.

Mme Anne Le Gagne :

Une question pour savoir si vous avez une idée sur les 430 logements qui seront prévus à terme dans le cadre de la mise en place de ce programme : combien de logements sont déjà achetés ?

Mme Elodie Farcot-Jaffrelot :

Je pense qu'il y a déjà une grande majorité de vendus. On a déjà listé plusieurs logements, mais, honnêtement, je n'ai aucune visibilité là-dessus.

M. Jean-Virgile Crance :

Ce que je vous propose par rapport à la question, c'est qu'au retour de Serge Besseiche, on pourra l'interroger s'il peut nous répondre et s'il n'est pas en capacité de nous répondre de façon précise, on transmettra l'avancée globale du projet caserne de Lorette parce que c'est un dossier qui avance bien. Je pense qu'on voit tous les chantiers qui sont en train de se succéder les uns après les autres ; donc en effet, on donnera la visibilité nécessaire par rapport à la question.

Mme Anne Le Gagne :

Je vous remercie parce qu'effectivement c'est une chose de voir des chantiers et parfois tout ce que ça implique, c'est une autre chose de voir qu'effectivement ça répond à l'objet même de la ZAC, c'est-à-dire la destination majoritaire aux familles.

Mme Elodie Farcot-Jaffrelot :

Comme je l'ai précisé effectivement, là c'est la vente de l'ilot, les permis de construire n'ont pas été validés, donc au niveau des achats je sais pas dans quelle mesure énumérer le nombre de prises d'actes de vente ou de promesses de vente ou d'achat sur ces lots qui ne sont finalement même pas validés d'un point de vue architectural.

Mme Anne Le Gagne :

Puisque c'est un projet conséquent pour la ville et qu'effectivement le programme s'engage depuis plusieurs années, c'est de savoir à quelle hauteur les logements puisqu'il y a 430 logements, à quelle hauteur les logements sont aujourd'hui prêts à être achetés ou achetés ?

M. Jean-Virgile Crance :

Très bien est-ce qu'il y a d'autres remarques ou questions ? Je n'en vois pas, donc je mets au vote. Est-ce qu'il y a des abstentions ? Est-ce qu'il y a des oppositions ? A l'unanimité merci.

- - - - -

- 15 - Rue Pierre de Coubertin - Opération de construction d'un immeuble de 50 logements locatifs sociaux réalisée par l'OPH Emeraude Habitation - Rétrocession de trois volumes au profit de la Ville

Présidence M. Crance.

Mme Renard rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

- 16 - Inscription de nouveaux sentiers au Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée

M. Lambert rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

- 17 - Bilan de la politique foncière de l'année 2022

M. Besseiche rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- 18 - Plateau des Anglais - Cession de deux emprises foncières au profit de Monsieur Philippe GAULTIER et de Madame Claudia GAULTIER-CRAMBERT

M. Sené rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

- 19 - Rue René Godest - Cession d'une emprise foncière au profit de Monsieur et Madame LE GUILLERM

Mme Farcot-Jaffrelot rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

- 20 - Convention de servitude pour passage de canalisation électrique souterraine avec ENEDIS - Avenue John Kennedy

Mme Tronel rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

- 21 - Convention de servitude de passage de canalisations GRDF - Rue de la Croix Désilles

Mme Tronel rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

- 22 - Validation du programme d'actions Territoire engagé pour la transition écologique, label Climat Air Energie

M. Bastide rapporte la délibération.

Présentation Power Point

M. Christophe Bastide :

Merci beaucoup, Monsieur le Maire. Ce sont des sujets très importants, alors pour les personnes qui suivent attentivement ces sujets, vous aurez remarqué que c'est un sujet important, mais le nom n'arrête pas d'évoluer. Il s'agissait du cit'ergie, puis nous avons parlé du label Climat Air Énergie et aujourd'hui nous parlons de territoires engagés pour la transition écologique, mais il s'agit bien de la même chose, il s'agit bien du même objet,

c'est-à-dire suivre un référentiel national et européen. Ce label est la version française d'un label européen qui s'appelle European Energy Award qui permet en fait d'atteindre des objectifs avec une méthode, de se comparer à d'autres collectivités et d'obtenir des étoiles. Nous avons beaucoup d'étoiles dans les yeux, là, nous n'allons pas dépasser 3 étoiles, nous espérons atteindre 3 étoiles en 2024, à la date de constatation et 4 étoiles en 2028. Pour vous donner une idée, la collectivité et Saint-Malo agglomération sont déjà assez avancés sur le sujet puisqu'il y a 50 % des points qui sont obtenus et il nous reste encore 10 points, 10 % à obtenir avant 2024 pour obtenir une 3ème étoile. Nous ne partons pas de zéro, on espère commencer avec 3 étoiles. Cette démarche est structurante, elle permet de décliner le plan Climat Air Énergie de l'agglomération, mais elle permet de le faire avec méthode, avec le contrôle d'un animateur de cette démarche et puis également d'auditeurs extérieurs qui ont un regard sur l'avancement des différents sujets. C'est quelque chose que nous avons évoqué déjà lors du Conseil municipal, puisque le 18 mars 2021, nous avons adopté une délibération. Là, il s'agit, après un travail d'analyse de l'existant, de proposer un plan d'actions afin de demander cette labellisation en 2024. Nous travaillons avec rigueur et là il s'agit d'approuver le plan d'action. Ce plan d'action comprend différents sujets avec plusieurs axes et des orientations qui sont assez nombreuses, qui sont déclinées par sujets. On verra tout à l'heure dans le bilan du développement durable quelques exemples pour l'année 2022 et les perspectives pour 2023, donc je ne vais pas trop m'y attarder puisque nous avons des exemples tout à fait concrets dans le plan de développement durable, qui sera présenté juste après cette délibération. Vous avez des tableaux qui présentent la stratégie municipale de la transition écologique avec les 4 axes dont je parlais, devenir une ville intégrant les enjeux Climat Air Énergie, s'affirmer comme une ville verte et bleu, accompagner des acteurs dans la mise en œuvre des transitions environnementales et puis devenir une administration innovante et éco exemplaire. Vous voyez pour chaque axe, vous avez plusieurs orientations et de nombreuses actions qui seront déployées petit à petit de façon méthodique et rigoureuse. Ce que je vous propose, c'est que l'on adopte cette délibération et puis ensuite on va passer au plan de développement durable où on verra quelques exemples très concrets de ces actions mises en œuvre en 2022. Je pense que ce sera un peu plus dynamique que de les passer en revue une par une. Monsieur le Maire, il est demandé d'adopter cette délibération pour approuver ce plan d'actions permettant de mettre en œuvre cette stratégie pour les territoires engagés pour la transition écologique.

M. Jehann Leconte :

Évidemment, on a des étoiles plein les yeux quand on voit tous les mots qui sont écrits sur les tableaux. Mais quand on se promène dans la ville et vous allez me dire que je fais de la redite, mais quand on se balade dans la ville, ce n'est pas exactement ce qu'on voit et on continue à avoir des grues dans tous les sens et on continue à voir disparaître la biodiversité, donc j'attends avec beaucoup d'impatience la 2ème partie. La délibération suivante pour voir effectivement des exemples concrets réussis. Mais aujourd'hui, moi, je reste absolument sceptique sur la préservation de la biodiversité dans le cadre de la construction actuelle des projets d'urbanisme actuels et on en a encore vu passer quelques-uns dans les délibérations précédentes. Aujourd'hui, je vois beaucoup d'espaces verts disparaître, je ne vois pas beaucoup de bâtiments franchement très vertueux au niveau écologique, ni en termes de production d'énergie, ni en termes de préservation de la biodiversité. J'exprime simplement un sentiment d'inquiétude qui est

partagé par beaucoup de malouins, parce que je crois qu'aujourd'hui, encore une fois, on attendait tous un changement et ce changement, pour l'instant, on ne le voit pas arriver.

M. Gilles Lurton :

Ce n'est pas ce que disent les promoteurs immobiliers, si j'en crois les réflexions que j'ai eu récemment. Maintenant, M. Leconte, je crois qu'il faut être précis, je voudrais savoir, mais je vous ai déjà posé la question, quels espaces verts publics ont disparu à Saint-Malo depuis notre élection, précisément ?

M. Jehann Leconte :

Alors je ne parlais pas d'espaces verts publics, je parlais d'espaces verts tout court, c'est à dire que quand on construit effectivement sur une parcelle, la parcelle aujourd'hui elle est construite à tellement de pourcent de couverture qu'il ne reste plus d'espace. C'est là, le sujet. Vous prenez toutes les constructions récentes qui ont été faites, notamment par exemple autour de l'hippodrome ou à Coubertin ou ce qui va se passer encore derrière Coubertin, la rue de l'Etrier eh bien aujourd'hui les quelques espaces verts qui existaient, qui étaient des jardins, tout simplement, disparaissent progressivement. En fait, c'est très concret.

M. Gilles Lurton :

Je ne crois pas, on se retrouvera, on fera le bilan de l'aménagement de la rue de l'Etrier et vous verrez qu'il y aura autant, si ce n'est plus d'espaces verts dans ce secteur. Sur la rue Pierre de Coubertin, je vois mal où étaient les espaces verts, même si ce sont des permis de construire qui datent d'avant nous, je vois mal où étaient les espaces verts qui ont été supprimés. Sur l'hippodrome, les immeubles empiètent sur les boxes à chevaux qui ont été reconstruits au frais du promoteur de l'autre côté, c'est un projet qui précédait également notre élection, mais peu importe, je ne vois pas où ont été détruits les espaces verts. C'est pour ça que je vous demande d'être très précis là-dessus, parce que si vous voulez, on dit généralement les espaces verts, mais je pourrais vous en citer des espaces verts dans des propriétés privées qui ont été reniées par des volontés de propriétaires de vendre une partie de leur propriété, de construire en fond de jardin quand c'est possible, mais je peux vous assurer que les espaces verts qui ont été détruits, ils restent très, très, très minimes sur les constructions que nous faisons à Saint-Malo. Nous essayons de limiter au maximum les hauteurs. Si vous prenez la construction pour laquelle nous avons adopté un plan urbain partenarial il y a quelques instants derrière le Tribunal, je rappelle que cette construction se réalise sur un terrain pollué, que le constructeur a accepté de signer une convention en 2018 visant à dépolluer le terrain ; en contrepartie de quoi il aurait le droit de construire plus que la normale. Depuis plusieurs semaines, avec Serge Besseiche, nous sommes en négociation avec lui pour qu'il descende un peu la taille de ses immeubles, même si je sais que ça lui pose des difficultés d'équilibre financier. Mais là encore, en dehors de terrains pollués et la création d'un espace vert sur ce terrain pollué, je ne vois pas où est la destruction d'espaces verts. C'est pour ça à chaque fois que vous me dites ça, je cherche, je ne dis pas qu'on est exemplaires en matière de construction, je suis sûr qu'il y a des choses à revoir. Je suis complètement d'accord avec vous et je crois que ce genre de débat doit pouvoir nous aider à revoir les choses en matière d'urbanisme et je peux vous assurer que des permis de construire, je

ne vais pas vous dire qu'on en a refusé, mais qu'on a été extrêmement exigeant en commission d'urbanisme. Je trouve votre accusation vis-à-vis des espaces verts injustifiée, M. Leconte et je suis prêt à faire le tour de la ville avec vous et vous verrez qu'on retrouverait des mètres carrés supplémentaires que nous aménageons en espaces verts. Ça va devenir une obligation dans la loi Climat Résilience, autant l'appliquer dès maintenant.

M. Jehann Leconte :

Alors, si vous me permettez, ce n'était pas une accusation, c'était une inquiétude que je voulais partager parce que dans tous les immeubles que je vois construire, vous m'excuserez, mais je suis certain que la surface construite aujourd'hui est plus importante que ce qu'elle était hier et que par conséquent, tous ces espaces, alors je l'ai appelé vert parce que c'était en général des jardins, tout simplement. Ces espaces se sont réduits, je pense que c'est relativement simple à regarder, c'est à peu près vrai sur tous les secteurs, parce qu'à l'évidence les promoteurs ont intérêt à optimiser l'utilisation de l'espace et malheureusement c'est au détriment effectivement des surfaces non construites. Appelons-les comme ça, mais ces surfaces non construites, qui permettaient aujourd'hui une certaine biodiversité, petit à petit, recule.

M. Gilles Lurton :

Ce sont des points dont j'aimerais discuter avec vous en commission d'urbanisme plan par plan. Je vous invite vraiment à venir à la Commission d'urbanisme, c'est très important, parce que c'est à ce moment-là qu'on discute des projets. Sur la densification, je crains malheureusement que la loi Climat et Résilience dans les années à venir nous oblige à une certaine densification de certains quartiers, nous sommes en train d'inscrire dans le plan local d'urbanisme notre volonté de, je ne vais pas dire sanctuariser, mais si de sanctuariser un certain nombre de quartiers pavillonnaires avec un certain nombre de quartiers d'habitats balnéaires, c'est-à-dire 85 % de la surface de la ville, il faudra bien, et l'état nous l'imposera si nous ne le faisons pas, il faudra bien que nous trouvions des secteurs pour construire. Dans le cadre des plans d'aménagement de la ville, nous y serons contraints. Quand je dis sanctuariser des quartiers d'habitation, est-ce que ça veut dire qu'on ne peut rien déconstruire ? Bien sûr, non. C'est-ce que nous voulons éviter, c'est une critique qui nous a été très souvent faite. C'est l'immeuble qui pousse à côté de la maison avec des vues plongeantes sur la maison. Nous ne pouvons pas l'éviter actuellement parce que le PLU ne nous le permet pas et c'est pour ça que nous voulons modifier le PLU. Voilà autre question ? Oui Monsieur Bastide.

M. Christophe Bastide :

Merci Monsieur le Maire, je souhaitais juste être précis et apporter quelques compléments, quelques précisions complémentaires : pendant 6 ans, il y a eu 800 arbres à disparaître aujourd'hui, depuis 2020, il y a eu 14 645 arbres plantés, dont 7 000 sur la saison 2022-2023. Le programme Breizh Biodiv de création de petites forêts urbaines a permis durant cet hiver, vous l'avez peut-être remarqué, de planter 3 238 arbres. L'opération un arbre un jardin a permis d'en planter 3 000 depuis 2020. Le service des espaces verts en a planté 4 853 et l'opération Breizh Bocage qui permet de développer des haies bocagères sur les parcelles rurales, a permis de planter depuis 2020,

3 554 arbres. Sur la saison 2023 2024 pour l'instant, on a identifié un gisement de 4 130 plantations, on espère dépasser cet objectif. En tout cas, il n'y a jamais eu autant de plantations à Saint-Malo. Il faut le reconnaître, les parcelles, il faut aller les chercher avec les dents parce qu'il ne s'agit pas de planter des forêts sur des terres agricoles. Il ne s'agit pas de le faire sur des parcelles avec des enjeux importants, donc c'est un travail très compliqué, il faut le faire à la loupe. On le fait parcelle après parcelle et on souhaite amplifier cette politique. En ce qui concerne les destructions de boisement, sachez aujourd'hui que pendant la révision du PLU, il est interdit d'abattre un arbre sur le domaine du territoire de la ville sans autorisation préalable au service de l'urbanisme. Sachez que la dégradation d'un arbre fait l'objet d'une amende de 750 euros. L'arrachage d'un arbre faisait l'objet d'une amende de 1 000 euros. Vous avez eu 7 amendes délivrées en 2022 pour des dégradations, 2 pour des arrachages illégaux et en 2023 les amendes pour dégradation d'arbres passent à 1 000 euros par arbre et 2 000 euros pour arrachage d'arbre. Ce sont des éléments factuels que je souhaitais apporter à la connaissance de tous.

M. Gilles Lurton :

Merci Monsieur Bastide. Est-ce qu'il y a d'autres questions ou d'autres observations ?
Madame Roche Céline.

Mme Céline Roche :

Merci Christophe pour toutes ces informations. Je voulais juste compléter parce qu'en fait on apporte une attention particulière à tout ce qui est destruction. En commission d'urbanisme, je peux vous dire que les promoteurs nous regardent quelquefois avec des yeux un petit peu bizarre. On sensibilise les entreprises qui interviennent sur la voie publique et on verbalise assez fréquemment quand il y a dégradation des arbres pendant des travaux ou destructions. On est vraiment attentifs aussi aux entreprises qui travaillent sur la voie publique.

- - - - -

- 23 - Rapport Développement Durable 2022 et perspectives 2023

M. Bastide rapporte la délibération.

Présentation Power Point

Ce plan de développement durable est présenté chaque année, alors on pourrait y passer plusieurs heures. En tout cas, tous les éléments sont présents dans le dossier. Il s'agit d'une démarche volontaire de la ville de Saint-Malo puisque le Grenelle 2 de l'environnement qui date du 12 juillet 2010, rendait cette démarche obligatoire pour les villes de plus de 50 000 habitants, ce qui n'est pas le cas de Saint-Malo. Il s'agit d'une démarche volontaire qui permet de voir l'avancement des progrès réalisés et puis évidemment, les carences éventuelles parce que le chemin à parcourir est encore très important. Le plan qu'on a présenté tout à l'heure permettra d'améliorer l'atteinte des objectifs en matière de développement durable. On va présenter les documents graphiques si vous le voulez bien, avant de l'adopter. On retrouve les différents axes dont

on parlait tout à l'heure, devenir une ville intégrant les enjeux climat, air, énergie, qu'avons-nous fait en 2022 ? Là, il ne s'agit pas de littérature, il s'agit de réalisations, donc on peut noter les 2,8 km de pistes cyclables qui ont été réalisés. Des pistes supplémentaires, donc c'est très important et tous les habitants ont pu remarquer le déploiement de la mise en œuvre de ces pistes cyclables, dossier suivi avec Guillaume Perrin. 151 arceaux à vélo, on se rend compte que le vélo est de plus en plus utilisé dans la ville. Aujourd'hui, il y a plus de 1 000 arceaux dans toute la ville. Les nouvelles bornes de véhicules électriques et puis les écoles qui ont bénéficié d'une rénovation énergétique, là aussi, il y a un programme très ambitieux en la matière. Les leds installées sur les lampadaires publics, et évidemment, tout le monde a suivi cette extinction de la rocade de l'avenue du Général De Gaulle et puis l'extinction nocturne des lampadaires de 1h30 à 5h30 du matin. Cela s'est fait que sur la fin de l'année donc on n'en a pas tiré tous les bénéfices encore mais la consommation de l'éclairage public a diminué presque de 5 % sur l'année 2022. Concernant la qualité de l'air, c'est un sujet très important, les malouins y sont très attachés. En 2018, il y a eu des capteurs pour détecter les particules PM10 en 2020, des capteurs pour les particules fines de 25 ; et puis en 2022, il y a une expérimentation pour des capteurs NH3 donc ammoniac puisqu'on sait que l'ammoniac, lorsqu'il se décompose au contact de l'air peut se transformer en particule fine. Il y a eu un projecteur mis sur ce sujet, l'agglomération a réuni un collège d'experts, alors en la matière, il y a beaucoup de choses à étudier, à examiner, mais aujourd'hui ce sujet est regardé avec beaucoup d'attention. Les malouins, légitimement, sont très sensibles à ces sujets parce qu'ils habitent au bord de la mer et aspirent à avoir une qualité de l'air importante. La ville s'adapte aux changements climatiques. On parlait tout à l'heure du recul du trait de côte, on sait également les enjeux pour la construction de la ville de demain. Le PAPI et le GEMAPI permettent de travailler sur ces sujets de renforcement des ouvrages, de protection de la ville et d'adaptation au changement climatique, puisqu'on sait, on en a parlé à de nombreuses reprises, que le niveau de la mer augmente, que la violence des tempêtes s'accroît et tout le monde le remarque. On intègre également ça dans les projets d'urbanisme, le plan d'aménagement et développement durable a été adopté et tout le monde a remarqué que l'ordre des priorités a changé puisqu'aujourd'hui les questions de nature en ville, d'environnement, deviennent un objectif prioritaire, ce qui n'était pas le cas avant. Le PADD est un document essentiel pour construire le futur plan local d'urbanisme qui sera adopté à la fin de cette année et qui intègre une étude paysagère mais également qui intègre tous les éléments en matière de biodiversité. Cela passe par le règlement local de publicité (RLP) pour accentuer les trames noires, les endroits où la faune peut se développer, en particulier la faune nocturne et qui se repère dans le RLP. On a intégré toute une ceinture verte où les enseignes lumineuses sont interdites. Dans tous les aspects, dans tous les documents administratifs, on intègre des éléments de développement durable, c'est une matière transversale. En ce qui concerne la consommation énergétique, on voit qu'il y a une diminution continue qu'il faut accentuer si on veut atteindre les objectifs du plan climat-air-énergie territorial (PCAET). On devrait voir cette accentuation en 2023 par une modulation de l'éclairage public. On ne pouvait pas le faire ex nihilo puisqu'il faut une adaptation du matériel, donc on a dû commencer par une extinction pure et simple de tous les secteurs. Mais en 2023, l'objectif est de moduler par zone et par usage. En ce qui concerne le développement des énergies renouvelables, là, on a eu une panne de la chaudière Legatelois, donc on voit que la production sur les bâtiments publics a été plus réduite en 2022. C'est d'ailleurs un axe sur lequel il faut travailler puisque on se rend compte que dans le programme label Climat-Énergie, c'est un des points qu'on ne réussit pas vraiment à faire progresser alors que

nous avons des gisements extrêmement importants de surfaces industrielles et commerciales, dans des zones où il n'y a pas d'enjeux architecturaux et patrimoniaux où on peut réaliser du photovoltaïque à grande échelle, ce qui est vraiment très productif. Il y a des efforts particuliers à faire pour augmenter la production locale d'énergie. En ce qui concerne la production de chaleur, on se rend compte avec le quartier de Lorette, avec le Smart Green, que c'est beaucoup plus facile de développer des systèmes de chauffage collectif efficaces lorsqu'on a un ensemble bien défini, un quartier nouveau, c'est beaucoup plus simple que lorsqu'on a un habitat dispersé. Les rénovations énergétiques, c'est un point essentiel puisqu'évidemment, on sait que le bâtiment consomme énormément d'énergie, donc il y a des réalisations qui ont été réalisées en 2022. On va poursuivre, ce sont des budgets qui sont très importants, changer les huisseries, isoler le toit, isoler mieux les murs quand c'est possible. 7 écoles ont fait l'objet de rénovations énergétiques au cours de l'année. Sur une diapositive suivante, on voit la réduction de la consommation des éclairages publics. Avec cette ligne orange on voit qu'il y aura une accentuation de la baisse des consommations de l'éclairage public par ces extinctions, ces modulations et le passage en LED. On a une présentation du quartier de la Houssaye où on voit qu'il est plus facile de concevoir un quartier en intégrant les enjeux environnementaux, les enjeux de biodiversité, de les intégrer dès le départ du programme. On voit le détail des pistes cyclables, en particulier l'axe Louis-Martin, Croix Desilles, le sillon. Ce programme va s'accentuer et puis aussi le plateau des Anglais qui permet d'améliorer les liaisons entre le parking relais et Intra-Muros. Je vais passer ces différentes questions : programme 1000 écoles, on a 30 sites concernés, donc là tout ne va pas être fait d'un coup, on a beaucoup de programmes, on a plus de 169 actions de rénovation identifiées financées par la Banque des territoires, qui est d'un grand soutien. On aura un nouveau marché de chauffage pour tous les bâtiments publics de la ville en 2024, ce sera assez intéressant de réfléchir justement sur le mixte énergétique, sur la production d'énergie, avec par exemple des chaudières biomasses, avec une modulation par bâtiment à l'occasion du renouvellement du marché, on pourra intégrer ça dans les paramètres importants. L'axe 2, concevoir la ville comme une ville verte et bleue. Je parlais du nombre d'arbres plantés, plantes invasives, on a eu plus de 18 tonnes de cinéraires maritimes, d'herbes de pampa d'arrachées. On peut également évoquer la consommation d'ingrédients bio dans les cantines scolaires grâce à 17 producteurs locaux. Le plan de biodiversité nous l'avons examiné lors d'un précédent conseil municipal, c'est un document de travail important, il a été adopté au début de l'année 2023 avec des fiches thématiques que l'on va mettre en œuvre progressivement. Le plan de végétalisation, on en a parlé, il a été adopté récemment, cela s'est fait avec beaucoup de concertations dans les différents quartiers et on a défini une ceinture verte qui ira de la Varde à la Briantais. Le plan de végétalisation va se poursuivre de façon méthodique pour atteindre les objectifs qui ont été annoncés. Nous avons des actions locales comme les végétalisations de rues. Restauration scolaire, nous en avons parlé. Le développement du compostage collectif qui précède l'obligation de compostage individuel ou en tout cas la collecte de déchets organiques qui arrivera bientôt. De gros efforts ont été faits au port de plaisance avec la certification port propre. La Varde, aujourd'hui, est un poumon vert de la ville, c'est pour ça que l'on souhaite relier la Varde à la Briantais et par cette ceinture verte, on a un suivi de la faune et de la flore, pour les personnes intéressées on peut donner beaucoup de documentations sur la zoostère, sur la reproduction des crapauds et sur toutes les espèces d'oiseaux qui peuplent ce bel endroit. Nous avons aussi parlé, c'est effectif aujourd'hui, de l'implantation de ruches à côté de la Briantais : on a 2 apiculteurs qui ont installé une dizaine de ruches. Accompagner les acteurs, c'est l'axe 3,

ça passe par les rendez-vous de la transition écologique. À chaque fois, on n'a pas mal de participants, c'est organisé par la ville et par l'agglo. À la Route du rhum, il y a eu plus de 35 000 visiteurs sur les différents stands traitant de ces questions-là. On a le détail de tous les rendez-vous de la transition écologique avec en particulier un effort spécifique auprès des enfants des écoles parce qu'on pense que les enfants doivent être ambassadeurs sur ces sujets. Et le 4ème axe passe par le caractère exemplaire de la collectivité, nous avons eu plus de 53 agents qui ont bénéficié d'un accompagnement d'abonnement pour avoir des mobilités par transports collectifs. Des formations, 5 formations ont permis de sensibiliser une trentaine d'agents. 25 heures d'insertion, ça c'est très important parce qu'on fait appel aux compagnons bâtisseurs, à l'AMIDS, au CAT Armor et on intègre également dans les marchés publics des obligations d'insertion. Le développement des vélos électriques pour les agents, des flottes de véhicules partagées et puis cela passe également par de la planification territoriale. Sur la slide suivante, on voit où nous en sommes le constat et l'endroit où nous souhaitons arriver. On souhaite arriver en 2024 à 60 % des objectifs atteints et en 2028 à 68 %, donc une 4ème étoile. Il s'agit d'approuver ce plan de développement durable.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

- 24 - Reclassement de la route départementale n° 201 en voie communale

M. Perrin rapporte la délibération.

M. Guillaume Perrin :

Je voudrais au préalable revenir sur le plateau des Anglais parce que vous avez dit très rapidement que c'était la dernière délibération que nous passions sur la régularisation du foncier qui a été lié à cette opération. C'est une des opérations exemplaires qui vient d'être citée par rapport à la politique que nous menons en matière de végétalisation et de développement durable. C'est une action à propos de laquelle je souhaiterais rendre hommage au travail des services techniques, direction de l'aménagement et de l'urbanisme, direction de la voirie et des usages. Travail rendu possible par une libération du foncier nécessaire obtenu suite à une demande instante faite par la ville et une négociation serrée avec la SNCF, et dans un temps tout à fait rapide. Nous sommes parvenus à la réalisation de cette voie verte dont tous les malouins peuvent bénéficier depuis sa mise en service, étant précisé que l'aménagement des abords de cette voie se poursuit de façon à ce que la végétalisation, à ce que son environnement soit vraiment le plus agréable possible. Voilà, l'ajout que je voulais faire par rapport à la délibération que nous avons passée précédemment avant de vous présenter ce reclassement de la route départementale n°201 en voie communale.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- 25 - Lotissement "le Clos Poucet" - convention d'incorporation des ouvrages de voirie et réseaux divers avec la société Bizeul Promotion et Madame Monique Gilcart

Mme Le Rouillé rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

- 26 - Mise en accessibilité des points d'arrêt "Kennedy" et "Davier" - Sollicitation d'une participation financière de Saint-Malo Agglomération sous la forme d'un fonds de concours

Mme Burgaleta-Bouvier rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

- 27 - Convention d'objectifs et de moyens pour l'organisation du 12ème open de tennis féminin " Open 35 de Saint-Malo"

Mme Danino-Soisson rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

- 28 - Avenant n° 2 à la convention avec la Société Nationale de Sauvetage en Mer de Saint-Malo - Versement d'une subvention pour l'acquisition d'un canot tout temps

M. Feige rapporte la délibération.

M. Gilles Lurton :

La ville de Saint-Malo a un engagement de financement à hauteur de 100 000 euros de ce canot tout temps, même lorsque j'étais parlementaire j'avais participé à hauteur de 70 000 euros. Effectivement des déboires de chantier rendent compliqués sa livraison et je tiens à profiter de cet instant pour rendre hommage à la ténacité de Patrick Le Rouillé, malheureusement récemment décédé, au travail qu'il a réalisé pour la SNSM et pour que ce canot tout temps puisse, je l'espère rapidement, accoster sur les pontons de Saint-Malo.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- 29 - Convention de la mise en œuvre du dispositif "Petits Déjeuners" 2023

M. Bigaud rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

- 30 - Structures d'accueil de la petite enfance - Conventions d'objectifs et de financement de la prestation de service unique

Mme Leprizé rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

- 31 - Projet des 1000 jours - Convention d'objectifs et de financement avec la caisse d'allocations familiales

Mme Leprizé rapporte la délibération.

M. Gilles Lurton :

Merci beaucoup c'est donc toute une série de services qui sont en train de se développer pour la famille et pour l'aide à la parentalité. Et c'est exactement l'objectif que nous visons avec d'autres mesures concernant la politique de la famille et la création à laquelle je tenais beaucoup du service famille au sein des services de la ville de Saint-Malo. Merci beaucoup. Est-ce qu'il y a des questions ? Oui, Madame Le Gagne.

Mme Anne Le Gagne :

Ce n'est pas une question, c'est souligner, effectivement, l'importance de ce projet des 1000 jours qui a été porté et nous en avons déjà échangé monsieur le Maire par Adrien Taquet à l'époque et par le ministère des solidarités et de l'autonomie. J'entends qu'il va y avoir une inauguration le 3 mai, le 2 mai, si c'est pour les parents donc je pense que c'est un moment important et comme c'est un projet qui s'inscrit dans la durée, j'ai aussi une pensée pour Nathalie Levillain parce que elle a été la première cheville ouvrière. Ça ne retire rien au mérite de ce projet d'aujourd'hui, mais je pense qu'il faut savoir aussi regarder parfois dans le rétroviseur.

- - - - -

- 32 - Etablissements d'accueil du jeune enfant - Révision du règlement de fonctionnement

Mme Leprizé rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- 33 - Festival Etonnants Voyageurs - Convention financière relative au versement d'un acompte sur la subvention au titre de l'année 2023

Mme Dupuy rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

- 34 - Convention de partenariat entre le Département d'Ille-et-Vilaine, la Ville de Saint-Malo et l'association Coef 180 dans le cadre d'une résidence de mission (2023-2024)

Mme Dupuy rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

- 35 - Service des Bibliothèques - Adhésion à l'Association des Ludothèques Françaises

Mme Dupuy rapporte la délibération.

M. Gilles Lurton :

Grand succès de ce choix d'avoir placé la ludothèque au sein de la médiathèque, cela constitue une passerelle entre les 2 que je trouve très bonne au niveau culturel.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

- 36 - Acceptation d'un don de l'Association des Amis du Musée d'Histoire Maritime de Saint-Malo

M. Hardoin rapporte la délibération.

M. Gilles Lurton :

Je remercie Jacques pour ces informations et je le remercie surtout pour la façon avec laquelle il suit l'ensemble de ces dossiers jour par jour, heure par heure, avec évidemment Christophe Bastide et Isabelle Dupuy concernant à la fois les œuvres du Musée, les expositions, ce qui n'est pas une mince affaire. On n'imagine pas, quand on regarde une exposition, le travail que ça a pu donner et les heures de travail que ça a donné derrière, mais également le suivi de ce dossier essentiel de notre mandat. Et quand je dis cela, je disais au début à propos du compte administratif que nos ambitions n'ont absolument pas diminué pour le restant du mandat et que nous devons tenir la situation financière de façon à nous permettre de les réaliser. Je voulais simplement te dire merci et merci à

toute l'équipe qui t'entoure, au niveau du service des musées, qui s'est largement étoffé. On a vraiment une très, très, bonne équipe, très spécialisée au niveau des services des musées et des expositions. Et quand je dis ça, je mets aussi dedans les personnes qui se chargent de monter les expositions, qui font vraiment un travail remarquable avec du goût, le goût du travail bien fait. Vraiment, je pense qu'on les oublie de temps en temps, mais ils méritent d'être cités. Maintenant, il nous appartient d'accepter le service à thé de Monsieur Bossinot de Pomphily. Monsieur Leconte à la parole, bien entendu.

M. Jehann Leconte :

Excusez-moi, Monsieur le Maire, je suis administrateur de l'association donc je pense que je dois sortir.

M. Gilles Lurton :

Eh bien évidemment, excusez-moi, je ne l'avais pas oublié mais je n'y avais pas pensé. D'autres questions ? S'il n'y a pas d'autres questions, je mets aux voix cette délibération. Pas d'opposition ? Pas d'abstention ? La délibération est acceptée et nous acceptons donc le don de l'association des Amis du Musée d'Histoire Maritime que nous remercions.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

- 37 - Révision des tarifs 2023 - Additif à la délibération n°7 du Conseil Municipal en date du 15 décembre 2022 - Service des Musées

Mme Dupuy rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

- 38 - Révision des tarifs - Année 2023 - Additif à la délibération n°7 du conseil municipal du 15 décembre 2022 - Guichet des associations

Mme Dupuy rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

- 39 - Convention d'objectifs et de moyens entre la Ville de Saint-Malo et l'Association des Corsaires Malouins pour la Fêtes des Corsaires 2023

M. Kinié rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- 40 - Actualisation du régime des astreintes

Mme Chouikha rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- = - = - = -

La séance est levée à 22h40.

Le 22 juin 2023

PROCES-VERBAL

**du Conseil Municipal
de la Ville de Saint-Malo**

Séance Publique du 13 avril 2023 tenue à l'Hôtel de Ville à 18h30, en vertu des articles L 2121-7 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

Nombre de Conseillers Municipaux en exercice : 43

Nombre de Conseillers effectivement présents : 36

Nombre de pouvoirs : 5

Quorum : 22

Date de transmission de la convocation, de l'ordre du jour et des exposés des rapports aux Conseillers Municipaux : 07 avril 2022

Date d'affichage de la convocation : 07 avril 2023

Date de publication de la séance : 14 avril 2023

Le Président de séance, M. Gilles LURTON, rappelle que le Procès-verbal de la Séance du 13 avril 2023, ainsi que l'annexe récapitulative des observations éventuelles, complétée le cas échéant par les observations orales formulées ce jour en séance ont été adressés à tous les Membres du Conseil Municipal.

M. Gilles LURTON soumet alors le procès-verbal à l'approbation de l'Assemblée qui l'approuve à l'unanimité.

Le Président de séance
Gille LURTON



Le(s) Secrétaire(s)
Anna KHELIF-JOURNE

